



# De quelle Chine le monde a-t-il besoin ?

CAHIERS DE PROPOSITIONS

série

### **Les cahiers de propositions**

Le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale favorise l'élaboration et la diffusion d'une collection de cahiers de propositions les plus pertinentes pour mettre en œuvre les ruptures et les mutations nécessaires à la construction d'une nouvelle gouvernance mondiale, plus juste et plus soutenable.

Les cahiers de propositions sont publiés en différentes langues et regroupés selon une grille composée des cinq grands chapitres de la gouvernance mondiale :

- écologie et gestion de la planète
- économie et globalisation
- Gouvernance politique, systèmes étatiques et institutions
- Paix, sécurité et conflits armés
- Connaissance, science, éducation, société de l'information et la communication

### **Les séminaires régionaux**

Le Forum organise des séminaires dans différentes régions du monde afin de mettre en valeur les spécificités géographiques et régionales et leur rapport avec une gouvernance mondiale qui transcende, mais aussi respecte et intègre ces spécificités.



Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale  
février 2011

[info@world-governance.org](mailto:info@world-governance.org)

**TRADUCTION CHINOIS-FRANÇAIS :** Carole Cohen, Chantal Chen-Andro, Chen Lichuan

**RELECTURE :** Pascale Naquet

**ICONOGRAPHIE :** Dominique Monteau

**GRAPHISME :** Patrick Lescure

**IMPRESSION :** Causses et Cévenne

Paternité Pas d'utilisation commerciale Partage des Conditions Initiales à l'Identique

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/2.0/fr/>



Ce cahier est sous Licence Creative Commons permettant aux lecteurs de l'utiliser, le reproduire, le diffuser, sous la condition de mentionner le titre, les auteurs et le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale. Il ne peut pas être modifié ni commercialisé.

**De quelle Chine  
le monde a-t-il besoin ?**

# Sommaire

## Présentation

*Gustavo Marin* ..... 5

## Introduction : De quelle Chine le monde a-t-il besoin ?

*Weng Yongxi, Chen Yueguang* ..... 7

## Rapport du séminaire : Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ?

*Chen Lichuan* ..... 17

I. Les difficultés de la Chine ..... 17

II. Construire un monde sans hégémonie ..... 19

III. Explorer de nouveaux modes de développement ..... 20

IV. Développer les énergies renouvelables ..... 22

V. L'expérience chinoise et les enseignements qu'on peut en tirer ..... 23

VI. Explorer un modèle de démocratie à la chinoise ..... 25

VII. La Chine sur l'échiquier de la nouvelle gouvernance mondiale ..... 27

**Liste des participants au séminaire** ..... 29

## Postface : Les possibilités de l'âme

*Arnaud Blin* ..... 30

## PRÉSENTATION

Ce Cahier de propositions réunit les travaux rassemblés à l'occasion du séminaire qui s'est déroulé à Beijing en juillet 2009 autour de la question « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ». Vous trouverez tout d'abord ici le texte de préparation du séminaire, rédigé par Weng Yongxi et Chen Yueguang avant la rencontre, puis le rapport élaboré par Chen Lichuan, qui fait référence aux échanges survenus durant le séminaire, et enfin une postface rédigée par Arnaud Blin.

Il n'est pas nécessaire de s'attarder à présenter ce Cahier. Les matériaux disponibles ci-après contribuent de manière originale à répondre à cette question clé que nous avons également posée à nos partenaires lors de séminaires au Brésil, dans le Cône Sud de l'Amérique du Sud ou en Afrique du Sud... : de quelle Amazonie, de quelle intégration des peuples du Cône Sud, de quelle Afrique du Sud le monde a-t-il besoin ?...

Ce parcours, inachevé, témoigne de la volonté du Forum d'organiser des séminaires dans différentes régions du monde, afin de mettre en valeur les spécificités géographiques et régionales et leur rapport avec une gouvernance mondiale qui transcende, mais aussi respecte et intègre ces spécificités. Nous sommes à l'origine de cette initiative et nous continuerons à la faire avancer, car nous restons persuadés qu'au-delà des débats sur une éventuelle réforme de l'ONU ou sur la mise en place de garde-fous censés nous protéger des excès du capitalisme, l'élaboration d'une véritable gouvernance mondiale passe nécessairement par une remise à plat des modes de pensée sous-jacents à l'élaboration d'une nouvelle architecture de la gouvernance, reflet de la pluralité de la planète.

Force est de constater aussi que la longue marche vers un monde globalisé voit aujourd'hui apparaître ou réapparaître des pôles géopolitiques qui appellent une refondation de la gouvernance mondiale, laquelle ne serait plus exclusivement européenne ou occidentale. Dans cette perspective, il était indispensable d'interroger nos partenaires chinois et d'écouter leur réponse. Nous sommes particulièrement heureux de vous confier ce Cahier qui restitue leur parole de manière inédite.

*Gustavo Marin*  
*Directeur du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale*



Zhou Jun, *The Red and the Black – 66, Sanyuanqiao, Beijing, 2007*  
(Courtesy Galerie Paris Beijing)

## INTRODUCTION

# De quelle Chine le monde a-t-il besoin ?

Weng Yongxi<sup>1</sup>  
et Chen Yueguang<sup>2</sup>

**L**es Chinois se posent cette question : de quel monde la Chine a-t-elle besoin ? Certes, la Chine et le monde sont interdépendants. Toutefois, le mode d'existence de l'un ne dépend pas des besoins de l'autre. Il est souvent plus direct, plus simple et plus efficace de commencer par se connaître soi-même et par se transformer plutôt que d'attendre de l'extérieur qu'il s'adapte à vos besoins. C'est pourquoi il faut, avant de se demander de quel monde la Chine a besoin, se poser d'abord la question « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ».

Pour appréhender clairement cette question, il importe de bien voir non ce que le monde attend de la Chine, mais bien ce que la Chine est en mesure d'accomplir, non comment les Chinois voudraient s'y prendre, mais bien comment il leur est possible

d'agir. À cela s'ajoute un point plus important encore : il faut se rendre compte que l'ordre mondial de demain ne sera pas décidé par une élite dans sa tour d'ivoire, mais de plus en plus par la façon dont les peuples de pays différents sauront unir leurs forces. Or le temps est compté. Et c'est bien là que le bât blesse.

### I. Dans quel monde vivons-nous ?

Le monde auquel nous sommes confrontés est passé durant les millénaires précédents par la naissance et la mort de civilisations. Ce sont cependant surtout les traces laissées par le XX<sup>e</sup> siècle que nous remarquons.

---

1/ **Weng Yongxi** est ancien vice-directeur du Bureau de recherche des politiques rurales du Comité central du Parti communiste chinois. Il est actuellement chef d'entreprise et chercheur associé à l'Institut des relations internationales de l'Université de Beijing.

---

2/ **Chen Yueguang** est vice-président du Collège de la culture chinoise, vice-président du conseil d'administration de la Fondation pour le développement de la jeunesse chinoise (CYDF). Il a organisé le séminaire du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM) de Beijing.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les progrès survenus en matière de sciences de la nature et de technologies ont conduit l'homme vers l'ère du nucléaire, de l'espace, du numérique et du « reproductible », ce qui a diminué sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles (y compris des ressources territoriales), mais aussi réduit les risques – qui existaient depuis toujours – de conflits majeurs suscités par le désir de s'accaparer ces ressources. Le renouveau technologique (et industriel) s'est fortement accéléré, permettant à certains pays de prendre leur revanche sur le passé. Les sciences sans frontières ont précédé la diffusion du capital au-delà des frontières, accélérant ainsi globalement (sur les plans économique, culturel et politique) les avancées de la mondialisation et de la régionalisation (Union européenne et Association des nations de l'Asie du Sud-Est [Association of Southeast Asian Nations – Asean]). Les conditions pour des choix personnalisés ont été créées et la marge de manœuvre disponible pour une modification des modèles de gouvernance s'est accrue.

Au XX<sup>e</sup> siècle, l'humanité a su soigner non seulement les « tumeurs » de son époque – fascisme et communisme totalitaire de l'ex-Union soviétique –, mais aussi celles héritées du passé – colonialisme et racisme. Si l'on considère que ces vieilles « tumeurs » avaient en commun le fait de mépriser et de traiter l'homme en esclave, les « tumeurs » modernes n'ont rien à leur envier. Elles comportent en effet le contrôle et l'« étranglement » de la pensée.

Qu'il s'agisse du renouveau du Japon et de l'Allemagne après la guerre, de la construction de l'Union européenne, du développement d'une économie mondiale sous la forme de marchés, de la mondialisation et de l'expansion des multinationales, des sciences et techniques avec, à leur tête, l'informatique, l'énergie nucléaire, le domaine spatial et les biotechnologies, tous ces aspects ont eu ou ont un impact profond sur notre monde et le modifient.

Mais Internet est le présent le plus immense que Dieu ait accordé à l'homme du XX<sup>e</sup> siècle, puisqu'il est en train de changer nos modes de vie et nos pratiques en matière de travail, de loisirs et d'échanges. Son impact sur nos économies, nos structures politiques et nos modes de survie est également considérable.

Trois « nuages » apparaissent cependant, qui obscurcissent l'horizon.

## 1. Les tensions entre l'homme et la nature

Les contradictions et les tensions entre l'homme et la nature ont aujourd'hui atteint un paroxysme.

La diversité de la faune s'appauvrit peu à peu, la couche d'ozone se troue, la Terre se réchauffe, l'atmosphère est polluée, les sols se désertifient, le niveau des mers monte, des monstres à deux têtes issus indirectement de radiations apparaissent... Tout se passe comme si la nature essayait, par toutes sortes de « symptômes », d'attirer notre attention. À chaque fois que la densité de la couche d'ozone diminue de 1 %, les rayons ultraviolets augmentent de 2 %, les cas de cancer de la peau de 7 % et les cataractes de 0,6 %. Dans le monde, des dizaines de milliers de personnes meurent à la suite d'un cancer de la peau, tandis que celles qui sont atteintes par une cataracte sont encore plus nombreuses.

L'effet de serre devrait accentuer la désertification, l'érosion des sols, la diminution drastique des forêts et la gravité des sécheresses, tout en provoquant une augmentation de 7 % à 11 % des précipitations, les zones tempérées devenant plus humides encore en hiver et plus sèches en été, les régions tropicales plus humides également, tandis que la sécheresse tendra à s'aggraver dans les régions subtropicales. La hausse des températures devrait faire fondre les calottes glaciaires et provoquer une augmentation du niveau des mers de plus d'un mètre, ce qui signifie que de nombreux ports et villes seront engloutis. Or, à l'heure actuelle, un tiers de la population mondiale vit le long des côtes...

« *La nature peut satisfaire les besoins de l'homme, observait Gandhi, mais pas son avidité.* » Nous voici maintenant en pleine crise. Jusqu'à présent, les initiatives se sont cantonnées à essayer de retarder cette revanche de la Terre par des moyens techniques. Rien n'a été fait pour réduire notre avidité. C'est pourquoi nous allons continuer à voir s'allonger la liste des espèces animales ou végétales en danger ou disparues, à voir le ciel devenir de plus en plus gris et les cours d'eau de plus en plus secs...

## 2. Les tensions entre les hommes

Si, aujourd'hui, de nouvelles avancées scientifiques et technologiques ne cessent de se produire, le progrès social est, lui, au point mort. La capacité de l'homme à se détruire s'accroît de jour en jour, tandis que la force de la raison ne progresse pas au même rythme.

Le Moyen-Orient et les Balkans, en proie à des dissensions historiques, mais aussi à des conflits contemporains, n'ont toujours pas élaboré de feuille de route vers la paix et la sécurité. Dans les crises nucléaires qui secouent la Corée et l'Iran, ceux qui lancent des défis jonglent avec l'escalade sans fin de ce jeu avec la mort pratiqué par les plus intrépides. Quant à ceux qui sanctionnent ces pratiques, ils ne sont ni des pa-





*A woman washes clothes near a power plant in Yingtan, Jiangxi province, 2009. REUTERS/Stringer © Reuters*

rangons de vertu ni en mesure de contrôler véritablement la situation.

L'apparition de phénomènes comme le fossé Nord-Sud, l'extrême pauvreté, le fait qu'un sixième de la population mondiale (soit près d'un milliard de personnes) souffre de la faim n'est assurément pas à mettre au compte d'une production insuffisante de céréales !

Les tensions que l'on observe actuellement dans le monde ne sont pas toutes le fait des États-Unis. Cependant, après le démantèlement de l'Union soviétique et du bloc de l'Est, les États-Unis ont consolidé leur position de superpuissance hégémonique, se posant en chef du village planétaire, en policier et en arbitre du monde. On peut, malgré tout, relever de nombreuses incohérences entre les apparences et la réalité, entre leur politique intérieure et leur politique extérieure, car on constate qu'ils font à cet égard deux poids, deux mesures. Si, à l'intérieur, la Constitution est respectée et la démocratie prônée, à l'extérieur, c'est une politique hégémonique, unilatérale, visant à défendre les intérêts propres du pays qui est mise en œuvre. La stratégie américaine au Moyen-Orient, orientée par des

facteurs de politique intérieure, et le sens flou et élargi octroyé aux mots « terrorisme » et « terroriste » après le 11-Septembre ont rejeté dans une position antagoniste tous les opprimés poussés à l'extrémisme par le mépris de la société et le désespoir.

Autrement dit, deux boîtes de Pandore ont été simultanément ouvertes, celle de la lutte mondiale contre le terrorisme et celle de la transformation du Moyen-Orient, ce qui constitue le point focal des tensions au sein du monde d'aujourd'hui.

### **3. Les tensions de l'homme avec lui-même**

Actuellement, hommes et femmes, jeunes et vieux, pauvres et riches, sont tous en proie à l'inquiétude, à une absence de sérénité et à des tensions intérieures, ce qui ne s'était jamais vu depuis l'ère axiale (de 800 à 200 avant J.-C.).

À cette époque, d'anciennes cultures ont connu un « *éveil aux préoccupations ultimes* » (Karl Jaspers) et c'est la façon dont celui-ci a été dépassé qui a modelé les cultures occidentale, chinoise, indienne et



Production line of a garment factory in Huaibei, Anhui province, 2010. REUTERS/Stringer © Reuters

islamique dans leur diversité. Aujourd'hui encore, l'esprit humain s'appuie sur la réflexion issue de cette période. Quand le monde extérieur est en crise ou en ruine, nous pouvons revenir à ces préoccupations ultimes, ce point de départ intérieur, pour trouver grâce à cette introspection la force de nous reconstruire. « Qui sommes-nous ? D'où venons-nous ? Où allons-nous ? », chaque envol de l'homme le ramène à ces questions.

Toutefois, de nos jours, l'aliénation que crée la « raison instrumentale » fait sortir ces préoccupations ultimes de la sphère publique. L'homme de la société de consommation est rempli d'indifférence vis-à-vis de la pensée. Ainsi, « *la recherche effrénée de liberté et d'une satisfaction insatiable de l'avidité individuelle n'a plus de limites* », la morale, le droit et l'esprit du contrat social ont perdu leurs fondements. « *Le fait que les préoccupations ultimes ne cessent de se replier dans la sphère privée avant de disparaître à jamais signifie que la pensée et la culture sont anéanties, que l'esprit de l'homme revient à la période précédant l'ère axiale* » (Jin Guantao).

En fait, ces trois « nuages » noirs relèvent d'un même cercle concentrique : les tensions entre l'homme et la nature ne sont que l'élargissement des tensions entre les hommes, lesquelles ont pour point de départ les tensions intérieures de l'être humain.

## II. Comment le monde vit-il le développement de la Chine ?

Avec les changements institutionnels et le décollage économique de la Chine, 300 millions de personnes se sont enrichies, un phénomène inédit sur la Terre : tout à coup, un marché gigantesque et de plus en plus important est apparu, qui n'en est qu'à ses débuts, mais s'avère plein de potentiel. Parmi le « Top 500 » des entreprises présentes dans le monde, rares sont celles qui n'ont pas investi en Chine.

En cette ère d'économie tirée par la consommation, la Chine injecte un dopant de longue durée dans l'économie mondiale. Au beau milieu de la crise économique planétaire, les groupes d'achat chinois font figure de sapeurs-pompiers, mais surtout d'« ambassadeurs de marque » de la diplomatie chinoise ! Or les exportations et la balance commerciale positive, qui ne cessent de croître, représentent un prolongement inhérent à cette notion d'« *usine du monde* ». La Chine produit chaque année pour chaque habitant de la planète quatre chemises et trois paires de chaussures. Elle produit aussi 83 % des conteneurs, 80 % des briquets, 75 % de l'horlogerie, 70 % des porcelaines à usage domestique, 50 % des ventilateurs, 50 % des appareils photographiques, 42 % des écrans, 30 % des climatiseurs individuels, 29 % des téléviseurs de la planète.

Les règles du jeu international, qui avaient été établies par les pays riches et puissants, sont devenues des cordes qui les entravent du fait de la transformation de la Chine en « *usine du monde* » (avec l'Inde et l'Asean juste derrière elle). Les pays capitalistes de la première heure étaient autrefois les usines du monde. Les machines, les lignes d'assemblage et les navires de gros tonnage ayant fait très fortement baisser les coûts de production et de transport par rapport à ceux du petit artisanat des pays exportateurs de matières premières non développés, les puissants et les riches ont prôné l'« *ouverture des portes* », l'« *ouverture des marchés* », en s'opposant à la fermeture des frontières et aux barrières douanières. Et derrière ces slogans se cachaient des canonniers. Deux cents ans ont passé. Désormais, les coûts de main-d'œuvre dans les pays riches et puissants représentent 50 % à 80 % du coût d'un produit, tandis que la Chine, dans son rôle d'usine du monde, achève son processus d'industrialisation afin de devenir en une dizaine d'années la première réserve mondiale de devises. Les anciennes règles du jeu lui ont porté bonheur. Les puissants et les riches, irrités, peuvent difficilement refuser les règles qu'ils ont eux-mêmes fixées. C'est la raison pour laquelle une nouvelle stratégie (ou un nouveau bâton de magicien) – la « *lutte contre le dumping* » – est brandie de toutes parts, c'est la raison pour laquelle des voix s'élèvent pour réclamer une « *réévaluation* » du yuan.

Derrière le « *marché mondial* » et l'« *usine du monde* », le monde ressent la Chine à la fois comme la « *reine du dumping commercial* », mais aussi comme une « *dévoreuse de ressources* ». C'est un « *mal nécessaire* », inévitable du fait de cette évolution, et la conséquence de certains retards propres à la Chine. Ce « *ressenti* » peut se transformer en polémique, voire en opposition et en conflit, lorsque les intérêts et les préjugés s'en mêlent.

L'essor économique donne sans conteste à la Chine un droit de parole précieux sur la scène internationale et son influence accrue attire les regards sur la « *voix chinoise* ». À la suite des grands défis rencontrés par le néolibéralisme et la mise en pratique du consensus de Washington en Europe de l'Est, en Amérique latine et en Asie en faveur des privatisations et de la libéralisation, le consensus de Pékin devient le symbole d'un autre droit de parole.

### III. La place de la Chine dans le monde durant la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle

#### 1. Les atouts du développement chinois dans la perspective mondiale

Du point de vue planétaire, l'émergence pacifique de la Chine peut bénéficier d'au moins six conditions favorables durant ce demi-siècle :

- les frontières de la Chine avec ses voisins continentaux sont verrouillées, il y a peu de risques de conflit militaire. Les problèmes en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale sont relativement faciles à résoudre, si les différentes parties prenantes finissent par reconnaître les principes d'une « *mise à l'écart des dissensions, d'une exploitation conjointe, d'un profit en commun* ». Il est très important pour l'essor économique d'un pays de ne pas avoir de guerre ;

- après le démantèlement de l'URSS, les États-Unis n'ont cessé de considérer la Chine comme une menace potentielle, un adversaire auquel il fallait s'opposer, qu'il fallait contenir et contraindre. Après le 11-Septembre, ils ont ouvert les boîtes de Pandore de la lutte mondiale contre le terrorisme et de la transformation du Moyen-Orient, en imposant leur triple rôle de chef de village, de policier et d'arbitre du monde, ce qui leur coûte très cher en énergie, en force et en matériel et les accapare. Il leur est ainsi devenu difficile d'empêcher l'émergence de la Chine, dont ils ont en outre besoin sur de nombreuses affaires internationales. Cela a fait gagner au moins vingt ou trente ans à la Chine pour ce qui concerne son développement ;

- la Chine est toute proche de la Sibérie russe et cette terre de l'Extrême-Orient est le dernier endroit du monde où se concentrent des ressources encore non exploitées à grande échelle. Qu'il s'agisse de l'Europe, des États-Unis ou de l'Inde, nul ne peut profiter de cette caverne d'Ali Baba, soit parce que les coûts seraient trop élevés, soit parce que cette région est trop éloignée. Seule la Chine dispose d'atouts complémentaires de ceux de la Russie et peut exploiter cette zone avec elle pour leur bénéfice commun. Si la Chine est passée à côté de plusieurs occasions historiques de développement, en pleine pénurie mondiale de ressources, elle reçoit aujourd'hui ce don du Ciel ;

- la diaspora chinoise est présente partout dans le monde. Les cent millions de Chinois d'outre-mer, qui détiennent un avoir de presque 3 000 milliards de dollars, ont tous un lien affectif avec leur pays natal

et un fort sentiment d'appartenance culturelle, ce qui contribue nettement à accélérer les échanges entre la Chine et le monde dans le domaine des capitaux, des techniques, de l'information, de la culture, du savoir et des opportunités commerciales. Cela aide aujourd'hui l'économie chinoise à franchir de nouveaux paliers, mais à plus long terme, le cœur des voix réparties sur toute la Terre devrait également faire écho à ce « retour du Phénix », dont le leitmotiv est l'harmonie, le bon voisinage et la paix ;

- le système de propriété d'État et de propriété collective des terres permet à la Chine, si on la compare à l'Inde ou au Brésil, d'avoir des coûts relativement inférieurs et une plus grande rapidité en matière d'édification des grandes infrastructures (transports, communications, hydraulique, etc.) nécessaires à son industrialisation, à son urbanisation et à ses constructions interrégionales ;

- le vaste territoire de la Chine connaît un développement inégal. On peut parler de « mini-communauté internationale » : il y a à la fois des régions développées, des régions en développement, mais aussi des régions sous-développées, l'ensemble constituant un « marché en escalier », mais avec une demande énorme et diversifiée, une marge de manœuvre importante pour faire face aux risques et une bonne capacité à amortir les chocs.

## 2. Quelle sera la place de la Chine dans le monde dans les cinquante ans à venir ?

La Chine est désormais la deuxième économie mondiale, elle peut probablement devenir la première avant 2050 en termes de capacité économique. Il faut cependant admettre que si la Chine est un grand pays du point de vue géographique et démographique, elle se situe dans les pays de moyenne catégorie sur le plan de sa puissance effective et parmi les pays faibles pour ce qui est du revenu par habitant. Toutefois, dans un avenir proche, si tout se passe normalement, la Chine a de fortes chances de devenir une puissance de l'Asie orientale.

La Chine a pris le train express pour l'industrialisation et elle a, dans le même temps, déclenché un processus d'urbanisation. Toutefois, si la main-d'œuvre excédentaire et oisive ne se déplace pas en grand nombre vers le secteur industriel et les villes, l'exploitation intensive des terres et l'exploitation agricole d'échelle ne seront pas possibles. L'enrichissement des paysans serait alors de courte durée, de même que l'avenir des nouvelles constructions rurales. Dans les vingt à trente années à venir, la population urbaine

pourrait donc doubler. Mais on ne peut prévoir les avantages et les inconvénients à moyen terme de cette industrialisation et de cette urbanisation forcées. Une chose est sûre : rien ne peut les entraver. Au sein de certaines régions (delta du Yangzi, delta de la rivière des Perles, détroit de Bohai ou même région centrale de Wuhan), si les infrastructures sont bonnes et les ressources également réparties, favorisant l'expansion de l'industrie et des villes, les avantages pourraient être plus nombreux que les inconvénients. Toutefois, selon les normes environnementales mondiales, on constate dans la plupart des villes et des campagnes de Chine une surpopulation ou une impossibilité pour l'homme d'y habiter. Or l'État ne peut déplacer toutes ces personnes. Il s'agit là d'un passif hérité de l'histoire et il faudra longtemps pour en venir à bout.

La mondialisation est en passe de faire évoluer les modalités de la gouvernance mondiale. Les mégapoles internationales, les multinationales, les organisations internationales ou de coopération régionale, la société civile, vont jouer un rôle croissant, tandis que les modèles de fonctionnement purement nationaux, tout comme les moyens strictement gouvernementaux, montrent déjà leurs limites. L'émergence de ces nouveaux facteurs n'a cependant pas modifié, pour l'essentiel, les contraintes imposées par la situation initiale d'un pays à son propre développement.

Cultiver des relations privilégiées et vivre en bon voisinage avec les pays limitrophes sont donc des pistes importantes pour appréhender la place de la Chine dans le monde pour les cinquante années à venir. On pourrait en résumer les principes généraux avec les deux phrases suivantes : « S'entendre avec les États-Unis et s'allier avec la Russie pour stabiliser l'Asie centrale ; coopérer avec le Japon pour développer l'Asie orientale ». Du point de vue de la géopolitique traditionnelle, il est essentiel de définir strictement l'objectif de la Chine, qui est de devenir une puissance de l'Asie orientale.

## IV. De quelle Chine le monde a-t-il besoin ?

### 1. La stabilité du quart de la population de la Terre est primordiale pour la gouvernance mondiale

Il est très important de savoir et de comprendre ce que pense et ce que veut le peuple chinois. Voici ce qu'il demande, par ordre de préférence : de quoi manger à sa faim, l'aisance, la liberté, l'ordre, la démocratie.



Yang Yongliang, *Viridescence - 04*, 2009 (Courtesy Galerie Paris Beijing)

Voici maintenant ce qu'il attend des gouvernants : l'intégrité, la justice, l'efficacité, la transparence, la démocratie. La double occurrence de la démocratie en cinquième position dans les attentes personnelles et sociales ne signifie pas que cette question est négligée ou qu'elle ne peut remonter en meilleure position, mais simplement qu'à l'heure actuelle, alors que les opportunités économiques abondent, elle n'est pas si urgente. Le désir d'une situation stable et d'un enrichissement est la tendance dominante dans les aspirations des Chinois, même s'il existe une revendication ponctuelle, et propre à des circonstances ou à des groupes de personnes particuliers, qui consiste à réclamer des changements, quitte à provoquer des troubles dans le pays.

Mais nous marchons sur un terrain miné. La première mine est représentée par la politique monétaire, qui concerne tous les citoyens. Au moindre problème dans ce domaine, par exemple une grave inflation, les économies péniblement amassées par la population deviendraient un tas de papier inutilisable, ce qui mettrait le feu aux poudres. L'autre mine est constituée par le « néo-prolétariat », une classe formée par les migrants des campagnes et les chômeurs des villes qui, à la première injustice ou dans le cas où ils n'auraient plus aucun moyen de survie, pourraient s'enflammer très vite et s'engager dans une lutte facilitée par leur concentration dans les villes et le soutien du reste de la population. La corruption systémique et à grande échelle des fonctionnaires pourrait s'avérer à cet égard le meilleur détonateur.

Qu'un quart de la population mondiale soit en paix ou non, que la Chine soit une force stabilisatrice dans le monde ou un pays exportateur de conflits et de difficultés, voire une poudrière, tout cela n'est pas seulement l'affaire de la Chine, c'est aussi celle de l'Asie et du reste du monde.

## 2. Reconnaissance et apport des valeurs universelles

Quelles sont ces valeurs universelles ? La réponse tient en trois phrases : chaque homme a le droit de rechercher la liberté et le bonheur ; les gouvernements sont élus par le peuple, leur seule fonction est de servir le peuple et non pas d'en être les maîtres ; les pouvoirs des gouvernements doivent être limités et sous surveillance. Ces trois phrases s'adressent à chacun, sans distinction de nationalité, de race, de religion et quels que soient le pays et ses traditions. Nul besoin d'être allé à l'école pour les comprendre, les accepter, les approuver ; aussitôt connues, ces règles sont recherchées et défendues.

Les valeurs universelles concentrent les valeurs spirituelles humaines et les valeurs sociales. Elles constituent une force morale par-delà les cultures, mais aussi le fondement intellectuel d'une nouvelle gouvernance mondiale. La Chine a besoin d'adhérer à ces valeurs pour reconstruire son propre système de valeurs spirituelles.

La paix dans le monde et le progrès exigent de la Chine qu'elle reconnaisse ces valeurs. L'histoire du progrès humain incite ces valeurs à s'enrichir et à se recomposer et, dans ce processus, « les valeurs universelles que peut apporter l'Occident sont la liberté et les droits de l'individu », tandis que « celles que la Chine peut apporter sont l'harmonie et la bienveillance » (Zhao Tingyang). L'incarnation des valeurs universelles au XXI<sup>e</sup> siècle doit prendre en compte des éléments culturels appartenant à la Chine, ainsi que sa pratique.

### 3. Préservation d'un monde pluraliste et contribution à une nouvelle gouvernance mondiale

La Chine s'est engagée à ne pas faire d'hégémonisme. À l'intérieur de ses frontières, elle ne dispose pas d'un appui culturel à cet égard, à l'étranger, elle n'en a pas, loin s'en faut, la capacité. Elle n'est même pas encore tout à fait en mesure de « *participer à l'hégémonisme* » (au début de la guerre froide, la capacité économique de l'URSS représentait un tiers de celle des États-Unis, le produit intérieur brut (PIB) chinois actuel équivaut au septième du PIB américain, le rapport entre les deux PIB par habitant est de un à trente; il ne devrait atteindre, d'ici à 2050, que le niveau des pays moyennement développés). Les intérêts de la nation chinoise sont en accord avec l'équilibre d'un monde multipolaire. La Chine défend et doit continuer de défendre un ordre mondial pluraliste.

Des recherches actives sont en cours pour un nouveau modèle de gouvernance mondiale. La réforme des Nations unies et des organisations internationales est imminente. De nouvelles coopérations et fusions régionales vont être mises en place, des actions dépassant les gouvernements, les frontières et les régions sont en train de voir le jour... La Chine, en tant que membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et du fait de son influence croissante dans les affaires internationales, se doit de devenir un explorateur audacieux de cette nouvelle gouvernance mondiale, et pas seulement le défenseur des intérêts qu'elle y trouve. Elle doit devenir un réformateur responsable devant l'humanité, et pas seulement un levier d'équilibre de l'ordre établi.

### 4. Quels succès chinois est-il possible de partager ? Quelle « voie chinoise » est-il possible d'imiter ?

Si la Chine réalise ses objectifs des vingt ou trente années à venir, s'agira-t-il de la seule réussite d'un grand pays en voie de développement qui sera parvenu à rejoindre les pays développés, ou bien les succès économiques de la Chine pourront-ils profiter à des régions ou des pays peu développés ? Dans la première hypothèse, la réussite chinoise pourrait comporter des avantages au niveau mondial (en éliminant la pauvreté), mais, en même temps, elle ne pourrait qu'aggraver la concurrence vis-à-vis d'autres pays en développement. Il sera donc important d'observer la manière dont la Chine appliquera ce vieux précepte chinois : « Vouloir établir les autres autant qu'on veut s'établir soi-même, et souhaiter leur réussite autant qu'on souhaite la sienne propre. » Dans la deuxième hypothèse, le « modèle chinois » pourrait être intéressant pour d'autres pays en voie de développement, en particulier les États africains.

### 5. Principes de fond et responsabilités éthiques dans le domaine énergétique et environnemental

Quelques siècles de capitalisme, avec pour conséquence l'épuisement des ressources de la planète, ont permis à 800 millions de personnes de s'enrichir (300 millions aux États-Unis, 300 millions en Europe, 100 millions au Japon, 100 millions au Canada, en Australie, à Singapour, en Corée, à Taiwan et Hongkong, et dans les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient) et de maintenir jusqu'à nos jours un niveau de vie privilégié. Aujourd'hui, la Chine continentale (1,3 milliard d'habitants) et l'Inde (1,1 milliard d'habitants) surgissent, qui tentent de prendre en marche le train de la richesse. Combien de ressources non renouvelables de notre planète ces quelque 2,4 milliards de personnes, trois fois plus nombreuses que les précédentes, consommeront-elles pour n'atteindre qu'un niveau d'aisance moyen ? Même s'il ne faut pas sous-estimer la découverte de ressources nouvelles ou de technologies permettant de les économiser ou de les remplacer, les ressources actuellement disponibles voient leurs modalités de partage ruinées par l'explosion des prix partout dans le monde. Chacun (pays riche ou pauvre) est à la recherche de solutions et réfléchit aux conséquences.

D'un côté, on parle du « *mode de vie des Américains, qu'il est hors de question de modifier* », de l'autre, on s'effraie de penser que « *si chaque famille chinoise s'équipe d'une voiture, ce sera une catastrophe mondiale* ». Moralement, cela n'est pas recevable. Les Occidentaux ont suivi un chemin qui consistait à polluer, puis à remédier à cette pollution. Ils exigent maintenant que la Chine, financièrement et techniquement moins avancée, adopte le chemin d'un développement non polluant et peu énergivore, ce qui n'est pas concevable. Pourtant, chacun de nous sait que la Terre n'offrira certainement pas à nouveau aux hommes la possibilité de commencer par polluer avant de réparer les dégâts générés. Ni la Chine ni le monde ne sont en mesure de payer un tel prix.

### 6. Nous avons besoin d'une nouvelle jeunesse qui se consacre à une nouvelle civilisation

Se demander de quelle Chine le monde a besoin revient finalement à s'interroger sur la nouvelle jeunesse chinoise dont il a besoin.

En cette ère de transmission de « pair à pair » à la vitesse de la lumière, toutes les personnes assises devant leurs ordinateurs sont comme rassemblées sous un même toit et à l'heure où les coûts de communication



*Li Wei, Balloons # 1, 2009 (Courtesy Galerie Paris Beijing)*

permettent de ne plus regarder l'heure, les échanges en temps réel jugés nécessaires deviennent une habitude. Aussi de nombreux coûts – coûts de survie, de production, de transaction, coûts opérationnels et de gestion – vont-ils partout chuter tandis qu'il deviendra possible de simplifier les opérations gouvernementales, le pouvoir n'étant plus sacré et mystérieux. Mais la capacité de jugement pourra également être influencée de toutes parts, par plusieurs personnes en même temps, ce qui fera diminuer le risque de manipulation par le pouvoir. Simultanément, alors que l'individu sera mis en avant, il deviendra naturel de rechercher des consensus. Pour résumer, la révolution de la transmission des informations, la libéralisation

et la collecte facilitée de celles-ci, auxquelles s'ajoutent l'instantanéité et le faible coût des échanges, rendent déjà presque impossible un « rideau de fer » de l'information.

Les technologies de l'information ont catalysé et engendré des activités de « production immatérielle » chez l'homme ainsi qu'une toute nouvelle humanité. Auparavant, les systèmes de valeurs et les codes en matière de comportement humain étaient fondés sur des activités de production de biens matériels. Lorsque cette activité de « production immatérielle » est apparue à grande échelle, certaines règles sociales ont disparu, d'autres ont été modifiées, tandis que de

nouvelles règles ne cessaient d'apparaître. La Chine possède le plus grand nombre de jeunes internautes dans le monde. Ces derniers sont en outre ceux qui s'intéressent le plus au monde extérieur (au Japon, 4 % seulement des internautes vont sur des sites étrangers, contre 40 % en Chine). Dans ce monde de « pair à pair », le fardeau démographique supporté par la Chine dans le cadre des civilisations rurale et industrielle pourrait bien devenir une force créative.

Dans ce contexte, le choix d'avenir déterminé par la jeune génération chinoise aura sur le monde un impact bien plus important que celui de n'importe quelle autre génération précédente.

Il y a trente ans, A.J. Toynbee, s'intéressant à l'essor et au déclin des civilisations, plaçait ses espoirs dans

les Chinois, considérant qu'ils pouvaient, à la suite du déclin de l'Occident, ouvrir une nouvelle voie à l'avenir de l'homme grâce à leur tradition. Dans l'histoire mondiale des civilisations, on voit souvent des générations, voire quelques dizaines de générations d'hommes, nées pour préserver leur civilisation, tandis que d'autres générations apparaissent pour créer de nouvelles civilisations. Ce dont le monde a besoin, c'est d'une nouvelle génération de jeunes Chinois qui se consacreront à la création d'une nouvelle civilisation.

Beijing, juin 2009



# Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ?<sup>3</sup>

Chen Lichuan<sup>4</sup>



Floriane de Lassée, Shanghai, 2005 (www.florianedelassée.com)

## I. Les difficultés de la Chine

Les Chinois ont coutume de dire que les étrangers ne comprennent pas la Chine. Sans aucun doute, une telle assertion ne peut que piquer au vif la propension à la sagacité de ces derniers. Arnaud Blin, qui a participé au séminaire de Beijing du Forum pour une gouvernance mondiale, a immédiatement posé la question : « *Quelle est la plus grande manifestation de l'incompréhension des étrangers vis-à-vis de la Chine ?* » Chen Yueguang, le président de séance, lui a fait la réponse suivante : « *Leur incompréhension des difficultés rencontrées par le pays.* »

Ces difficultés remontent à fort longtemps. Depuis la première guerre de l'Opium, le navire de la modernisation de la Chine a connu maints revers et contretemps et, à ce jour, sa route n'est pas encore

à l'abri d'écueils ou d'autres périls. Les jeux Olympiques de Beijing en 2008, l'Exposition universelle de Shanghai en 2010, témoignent du succès de la politique de réforme et d'ouverture menée au cours de ces trente dernières années, mais les Chinois savent pertinemment que la société chinoise n'est pas encore entrée dans une ère de paix et de prospérité et que le pays a encore du pain sur la planche.

Quelles sont au juste ces difficultés ?

Si l'on se place sur le plan de l'économie, un taux de croissance supérieur à 11 % peut causer la faillite du système écologique et des ressources naturelles, mais avec un taux de croissance inférieur à 7 %, la Chine ne peut répondre ni aux besoins de la population<sup>5</sup> ni aux impératifs du système politique<sup>6</sup>. Aussi, en période de surchauffe de l'économie, le gouvernement doit-il faire baisser la pression. À l'inverse, quand l'économie est dans le creux de la

3/ Le présent document de réflexion se réfère aux interventions et prises de parole des participants chinois et français au séminaire de Beijing en juillet 2009 sur le thème « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ». La liste des intervenants figure à la fin du Cahier. Qu'ils soient ici vivement remerciés.

4/ Longtemps universitaire et journaliste, **Chen Lichuan** est actuellement chroniqueur de la revue *Dialogue Transculturel*, directeur de l'Association Culturemedia, administrateur de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), responsable de la section chinoise du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM).

5/ En 2010, la Chine devra trouver du travail à plus de 24 millions de personnes, les forces de travail nouvellement entrées sur le marché devant atteindre 15 millions de personnes. Parmi ces dernières, il faut compter plus de 6,3 millions de jeunes diplômés des universités. Selon les prévisions, les emplois offerts atteindraient à peine 12 millions de postes et ce décalage entre l'offre et la demande risque de subsister à long terme.

6/ En Chine, le coût de l'administration est très élevé. Le pays possède quatre groupes de dirigeants : ceux qui appartiennent au comité du parti, au gouvernement, à l'Assemblée populaire et à la Conférence consultative politique du peuple chinois. Il s'agit presque de quatre gouvernements.

**18** Si la Chine ne compte officiellement que 11 millions de fonctionnaires au sens strict du terme, on comptabilise 35 millions d'agents et employés qui sont rémunérés avec l'argent public sans avoir le statut de fonctionnaire. Le nombre total de salariés dépendant de la finance publique est estimé à 46 millions environ.

7/ Actuellement, en Chine, l'armée est sous le commandement du Parti communiste.

vague, il appartient aux autorités de lui redonner un coup de fouet. La croissance chinoise durant les trente dernières années n'a pas été un but assigné à la seule économie, elle a également constitué un enjeu politique majeur. En d'autres termes, l'économie chinoise n'est pas seulement un mode d'enrichissement, elle représente aussi le socle de toute la légitimité du pouvoir politique.

Si l'on aborde cette question du point de vue écologique, la Chine se retrouve face à des contradictions difficiles à résoudre : tout d'abord, la voie de l'industrialisation et de l'urbanisation ne va pas dans le sens de la protection de l'environnement (au cours des vingt prochaines années, plus de trois cents millions de paysans vont migrer vers les grandes agglomérations et les villes moyennes). La seconde contradiction est celle qui oppose la satisfaction des désirs matériels de la population et cette même protection de l'environnement : abaisser la consommation peut certainement conduire à des économies d'énergie et à la protection de l'environnement, mais face à la crise économique mondiale et à la baisse significative des exportations, la Chine se doit de stimuler la consommation et d'accroître le marché intérieur. La troisième contradiction voit s'opposer d'une part la protection de l'environnement et de l'autre, l'engouement des hommes politiques, tous échelons confondus, pour des travaux somptuaires qui ne sont souvent exécutés que pour la seule consécration personnelle de ces hommes politiques.

Si l'on s'attache à présent à examiner les difficultés sur un plan politique, on constate que la Chine doit encore construire les cadres institutionnels qui garantiront le succès final de la transition vers la modernisation. Or la mise en place d'une telle structure politique ne peut s'accomplir en dehors du parti au pouvoir, pas plus qu'elle ne peut compter entièrement sur lui pour sa réalisation. Dans le contexte actuel d'un État-parti, compter sur le parti au pouvoir pour résoudre les problèmes du contrôle et de l'équilibre des pouvoirs, de l'indépendance de la justice, de la nationalisation de l'armée<sup>7</sup>, de la liberté de la presse, etc., paraît aussi difficile et aussi surprenant que de vouloir pratiquer sur soi-même une opération du cœur, du foie ou des reins.

Du point de vue de la construction de l'État, les États-nations modernes ne sont pas seulement un marché commun, mais bien une communauté politico-juridique : des gens appartenant à des ethnies différentes doivent jouir des mêmes droits, la loi du pays doit être cohérente et impartiale. Cette question concerne le respect et la défense des droits sociaux et culturels des minorités nationales, ainsi que la façon de reconsidérer la politique actuelle en faveur de ces mêmes mi-

norités. Pour mener à bien la construction de l'État, il faut absolument une convergence et une intégration des moyens politiques, économiques, sociaux et culturels. S'appuyer sur le seul ressort économique ne suffit pas.

Sur le plan culturel, la Chine actuelle se présente comme un corps hybride composé d'une culture traditionnelle ancienne, ainsi que d'une culture socialiste et d'une culture capitaliste, toutes deux importées de l'Occident moderne et contemporain. Les heurts et les amalgames de ces trois composantes culturelles n'ont pas encore produit un nouveau système de valeurs, ni un nouvel ordre social. C'est un défi culturel que de penser une symbiose de civilisations où le meilleur de chacune d'elle aura droit de cité. Il s'agit concrètement de concilier deux approches de la société humaine, l'une fondée sur les droits, l'autre sur le « savoir vivre ensemble » (appelé en Chine « la société harmonieuse »), de trouver un équilibre entre l'esprit collectif, l'exigence de la communauté et le besoin d'autonomie et d'indépendance de l'individu.

Si l'on s'intéresse maintenant à l'éducation, on constate que l'ère de la popularisation de l'enseignement supérieur est arrivée, mais qu'une absence d'équité demeure encore largement en vigueur dans ce domaine, que ce soit entre les villes et les campagnes, entre les régions ou entre les différentes couches de la société. De nombreux jeunes gens, pourtant remarquables, sont privés du droit de choisir leur université, voire de bénéficier d'un enseignement supérieur, en raison de la situation de leur famille ou de leur lieu de naissance. Cette éducation, à laquelle la loi reconnaît un caractère d'utilité publique, reste en fait un objet de luxe au-dessus des moyens financiers de nombreuses familles.

Par ailleurs, les difficultés sont légion dans les domaines de la réforme du système de santé, du système de répartition des revenus, de l'état civil, du changement de régime des entreprises d'État, de l'ajustement des structures économiques. La Chine doit faire face à des tracasseries de toutes sortes suscitées par la période de transition que connaît actuellement la société et, dans le même temps, du fait de sa montée en puissance, du poids qu'elle pèse dans l'économie mondiale et compte tenu du renforcement de l'interdépendance des sociétés humaines dans le contexte de la mondialisation, il lui est demandé d'assumer les responsabilités d'un grand acteur mondial. On est passé d'une époque où elle avait peu l'occasion d'exprimer son point de vue, où celui-ci n'était pas pris en compte, à une époque où elle est considérée comme une force dont on ne peut se passer pour régler les grands problèmes de notre planète. Cette évolution du rôle joué par la Chine sur la scène internationale s'est traduite pour les Chinois par un nouveau

problème à résoudre : comment être un grand acteur mondial ? Comment se comporter en tant que dirigeant, ou même en tant que simple citoyen, d'une grande puissance ?

Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ? Telle est la question que le monde pose à la Chine et que la Chine se pose à elle-même. Or cette question est intimement liée à une autre interrogation : quel monde la Chine espère-t-elle construire ?

## II. Construire un monde sans hégémonie

Le monde a besoin d'une Chine qui ne lutte pas pour l'hégémonie, qui n'établisse pas sa suprématie par la force. Si, durant les millénaires que compte son histoire, la Chine a connu, de façon constante, des conflits, des guerres et des expansions territoriales, elle a subi au cours de l'histoire moderne les agressions expansionnistes des puissances occidentales. Même si le gouvernement chinois actuel ne cesse de réaffirmer que la Chine ne vise aucune hégémonie et qu'elle souhaite établir des relations pacifiques avec les autres nations, l'émergence de cette nouvelle puissance en Asie est ressentie comme une grande menace par les pays voisins, et même par les pays développés de l'Occident, qui évaluent son émergence comme une pression importante exercée à leur encontre.

Depuis la parution de l'ouvrage de Thucydide intitulé *Histoire de la guerre du Péloponnèse*<sup>8</sup>, les grandes nations qui se sont succédé dans le monde occidental ont, par expérience, laissé s'ancrer en elles cette croyance selon laquelle la puissance est source de conflits. Le monde prémoderne et moderne a évolué encore plus nettement vers une histoire de la conquête hégémonique par les grandes puissances occidentales. Derrière ce phénomène se profile une *realpolitik*, qui sert de base aux relations internationales. Aussi, lorsqu'on étudie le monde actuel au regard des rapports de force, peut-on avoir l'impression que la Chine, de faible qu'elle était, est devenue forte, tandis que l'Occident, sous ses visages américain et euro-



Liu Bolin, Hiding in the city - 86 Bird's nest, 2009 (Courtesy Yu Gallery in Paris, France)

péen, a connu une évolution inverse. Si l'on pousse le raisonnement un peu plus loin, on aboutit au point de vue suivant : le changement dans le rapport de force va inévitablement conduire à des conflits. Au cours de l'été 2009, James Steinberg, vice-secrétaire d'État américain, a proposé le concept de « *garantie stratégique* », par lequel il souligne que plusieurs aires géopolitiques, dont la Chine, devaient clarifier leurs intentions, notamment en ce qui concerne l'accroissement de leur puissance militaire. Voici, en substance, ce qu'il a affirmé : « *Il nous appartient, ainsi qu'à nos alliés, de déclarer clairement que nous sommes disposés à accueillir l'arrivée de la Chine en tant que grande puissance connaissant le succès et la prospérité, mais, en retour, la Chine doit donner l'assurance aux autres pays du monde que son développement et la montée en puissance du rôle qu'elle joue sur la scène mondiale ne se feront pas aux dépens de la sécurité et de la prospérité des autres nations. Faire avancer les négociations dans ce sens doit constituer une priorité pour les relations entre nos deux pays*<sup>9</sup>. » Reste que l'image de l'autre est très souvent une projection de notre propre imaginaire et non une image réelle. Au cours de l'histoire, la conquête brutale de l'hégémonie n'a apporté au monde que guerres et spoliations et non paix et coopération.

Le monde espère que l'émergence de la Chine échappera à cette logique historique de conflits et de guerres induite par la puissance. Encore faut-il que les États-Unis renoncent à leur stratégie d'encerclement et d'endiguement de la Chine mise en œuvre à travers une série d'alliances militaires avec le Japon, la Corée du Sud, l'Inde, l'Australie et divers pays dans la mer de Chine méridionale, pays qui sont perçus comme autant de portes maritimes susceptibles de se fermer à la Chine au gré de la volonté des États-Unis. « Rien qu'en Asie-Pacifique, il existe huit bases mi-

8/ Selon Thucydide, une des causes principales de la guerre du Péloponnèse fut la montée en puissance d'Athènes, laquelle déboucha sur une hégémonie maritime, menaçant la position de Sparte.

9/ [www.voanews.com/english/news/13-2009-09-24-voa57-68821807.html](http://www.voanews.com/english/news/13-2009-09-24-voa57-68821807.html).

10/ Dai Xu, *Destroy China*, p. 13, Hongkong, Éditions Newpoint, 2010.

11/ Depuis la victoire de la guerre hispano-américaine de 1898, les États-Unis ont vaincu successivement l'Allemagne, le Japon et l'Union soviétique. Les nouvelles rivalités cartographiées sont le monde islamique, la Russie et la Chine. Telle est la théorie de Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, exposée d'abord dans son ouvrage *Le grand échiquier*, ensuite dans une version réactualisée du même ouvrage sous le titre *Le vrai choix*. Il s'agit d'une théorie étrangement paradoxale, basée sur l'idée que l'amélioration du monde et sa stabilité dépendent du maintien de l'hégémonie américaine. Dès lors, toute puissance concurrente est considérée comme une menace pour la stabilité mondiale.

20 De ce point de vue, la Chine est jugée comme un adversaire prioritaire à l'horizon de deux décennies, un adversaire dont il faut contrer la montée en puissance.

12/ Le discours de Barack Obama, prononcé le 4 juin 2009, à l'Université du Caire a donné un signal fort dans ce sens. Il affirme notamment : « *L'histoire humaine a souvent été une suite de nations et de tribus s'assujettissant les unes les autres pour servir leurs*

littéraires américaines gorgées de bombardiers stratégiques invisibles aux radars, de porte-avions nucléaires et de sous-marins, nucléaires également<sup>10</sup>. » Ainsi la « garantie stratégique » que la Chine doit donner peut être de ne pas viser la conquête de l'hégémonie ou l'établissement de sa suprématie par la force. En revanche, ce concept de « garantie stratégique », si on l'appliquait aux États-Unis, devrait s'accompagner d'un abandon de toute visée hégémonique et d'un changement de la politique hégémonique à l'œuvre<sup>11</sup>, afin d'engager pour le monde une transition vers une ère nouvelle sans guerre ou suprématie quelconque<sup>12</sup>. En ce sens, la montée en puissance de la Chine semble plus avantageuse pour le monde que si les États-Unis demeuraient la seule puissance mondiale. L'objectif extérieur lié à l'émergence de la Chine devrait être la fin d'un monde gouverné par l'hégémonie et le début d'un monde multipolaire, sans doute compétitif, mais non conflictuel.

### III. Explorer de nouveaux modes de développement

Cette question, pour la Chine, débouche immédiatement sur deux prises de position difficiles, à savoir « que faut-il faire et que peut-on faire ? » et « comment faut-il s'y prendre et est-il possible de s'y prendre ainsi ? ». Depuis que le monde, sous la pression du capitalisme, a entamé un processus d'industrialisation et de modernisation, la Chine qui avait connu son heure de gloire au temps de sa civilisation agricole, s'est retrouvée au rang de pays « post-développé », sa pauvreté et sa faiblesse extrêmes – liées aux agressions étrangères, aux années de guerre civile, à l'instabilité politique – l'ayant empêchée de se redresser<sup>13</sup>. Si l'on ajoute à cela les proportions prises par sa croissance démographique, elle demeure aujourd'hui encore un pays en

*intérêts propres. Or, dans cette ère nouvelle, pareilles attitudes iraient à l'encontre du but recherché. Compte tenu de notre interdépendance, tout ordre mondial qui élèverait une nation ou un groupe au-dessus des autres*

voie de développement. Les pays développés d'Occident proposent à la Chine l'efficacité de leur mode de développement et le caractère éminent de leur mode de vie, mais si la Chine, confrontée à une population pléthorique et à un manque de ressources naturelles, se mettait à imiter purement et simplement ces modes de fonctionnement, cela provoquerait un épuisement rapide des ressources mondiales. Si la Chine suit les traces des pays industrialisés, elle ne pourra éviter d'en répéter les erreurs. Prenons pour exemple l'industrie automobile : existe-t-il un autre mode de développement que celui de produire, de consommer, de polluer davantage ? Les Chinois ne peuvent pas ne pas se poser la question suivante : étant donné son mode de développement actuel, la Chine peut-elle en assumer la double conséquence que sont l'épuisement des sources d'énergie et la pollution<sup>14</sup> ?

La vraie question n'est pas de savoir si la Chine a ou n'a pas le droit de se développer selon les modalités adoptées par les pays capitalistes, mais bien de comprendre que les temps ont changé et que ce mode de développement ne peut plus ni perdurer ni être reproduit. Les conditions historiques faisaient que les pays développés, qui représentaient 20 % à peine de



Adam Cohn, *Factory* (Flickr ©)

la population mondiale, bénéficiaient de 60 % des ressources naturelles du globe, voire plus, pour mener à bien leur modernisation. Dans la situation nou-

*échouerait inévitablement. Alors, quoi que nous pensions du passé, nous ne devons pas en être prisonniers. Nos problèmes doivent être résolus par le partenariat, le progrès doit être partagé. »*

velle où la Chine trouve, avec une population qui atteint un milliard trois cents millions d'habitants, les Chinois se doivent d'explorer un nouveau modèle de modernisation, marqué par la baisse de la consommation d'énergie et des émissions de carbone. Ils y parviendront grâce à une meilleure utilisation à grande échelle de l'énergie et en gérant au mieux le développement durable de l'économie.

Mais est-il réaliste d'attendre de la Chine qu'elle aille au-delà de la voie du développement suivie par les pays développés, c'est-à-dire qu'elle se développe tout en respectant l'environnement et que, dans le même temps, la rapidité de ce développement soit à même de répondre à la logique des besoins intérieurs du pays et des sollicitations extérieures ? Nous savons bien que la marge de manœuvre pour une transformation structurelle de l'économie chinoise est très réduite, de même qu'elle l'est pour passer de la recherche exclusive de la croissance économique à une croissance modérée. Mais développer une économie à bas carbone, prendre le chemin de la croissance verte, sont non seulement la manifestation d'un désir fort partagé par le gouvernement et le peuple chinois, mais constituent aussi un choix historique inéluctable. Toutefois, à l'heure de la globalisation de l'économie, la question de la protection de l'environnement et des sources énergétiques ne peut être réglée par un seul pays dans son coin. Elle demande qu'on brise les frontières des nations et qu'on y réfléchisse dans un cadre plus vaste.

Outre les limites imposées par les structures industrielles et énergétiques, le développement d'une économie à bas carbone par la Chine est conditionné par la dépendance du marché international à des produits hautement polluants fournis par le pays, comme le coke. Depuis 1991, la Chine est le premier producteur et exportateur mondial de coke : le pays fournit 45 % de la production mondiale, tandis que le volume de ses exportations représente 60 % du volume du commerce mondial du coke. Le volume de la production chinoise de coke pour l'année 2008 a atteint plus de 320 millions de tonnes. Or, en raison de la particularité de l'industrie du coke, même en prenant des mesures draconiennes de protection de l'environnement lors du processus de production, on ne peut éviter d'induire une pollution importante. Le coût pour l'environnement est inévitablement énorme<sup>15</sup>.

De nombreux pays occidentaux, comme les États-Unis et les pays de l'Union européenne, n'ont cessé de réduire leur production de coke (quand ils ne sont pas

allés jusqu'à l'arrêter totalement) et importent ce matériau de Chine, de Russie et d'Ukraine, aidés en cela par des subventions de leurs gouvernements. Ainsi, au cours de ces dernières années, sous la pression de la politique de protection de l'environnement, l'Union européenne a-t-elle fermé des usines de production de coke, tandis que pour les quatre entreprises sidérurgiques de l'Union européenne classées au « Top 10 » des grandes aciéries mondiales, un tiers du volume annuel du coke consommé est importé de Chine. Les données des douanes chinoises en 2008 montrent que le volume total du coke importé de Chine par le Brésil, le Japon, l'Inde, les États-Unis et l'Union européenne dépasse les 70 % du volume total des exportations de coke de la Chine. Tout changement dans la politique chinoise d'exportation du coke risque donc d'entraîner une instabilité des marchés internationaux.

En 2004, la Chine avait prévu de diminuer les exportations de coke à 9 millions de tonnes, ce qui avait provoqué l'augmentation du prix du marché de ce produit. L'Union européenne et les États-Unis avaient alors vivement manifesté leur mécontentement. Le 23 juin 2009, ces mêmes pays ont déposé une plainte contre la Chine auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour avoir limité ses exportations de coke et autres matières premières industrielles, en considérant que la Chine devait augmenter le contingent de neuf de ses produits à l'exportation, dont le coke, ou bien réduire ses taxes douanières. Pourtant, si la Chine souhaite atteindre son objectif de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> à l'horizon de 2050, il lui faut dès à présent réduire entre autres son volume de production de coke. Elle se retrouve donc prise entre deux feux, puisqu'elle doit tenir compte en même temps des besoins intérieurs et extérieurs du marché.

L'exemple du coke montre bien qu'une assez grande part des émissions de carbone de la Chine est liée aux exportations et que ces rejets sont indissociables de la consommation énergétique. Chaque tonne de charbon brûlée produit 4,12 tonnes de gaz carbonique, soit respectivement 30 % et 70 % de plus que le pétrole et le gaz naturel. Comme le reconnaît Martin Jacques, un écrivain britannique qui s'est intéressé longtemps aux problèmes de l'Asie, « 40 % de l'énergie chinoise sert à fabriquer des produits d'exportation pour les marchés occidentaux<sup>16</sup> ».

Mais la voie vers une économie à bas carbone est un passage obligé pour la Chine. En ce qui concerne les

15/ Le coke provient de la fusion à haute température de charbon de la meilleure qualité. C'est une matière première très importante pour la sidérurgie et pour d'autres branches de l'industrie. Toutefois, au cours de la combustion, une quantité importante de poussières, de gaz carbonique et de gaz toxiques est rejetée dans l'atmosphère. Les huiles brûlées et les eaux usées rejetées contiennent également une grande part de matières toxiques qui, lorsqu'elles s'infiltrent dans le sous-sol, polluent pour longtemps les nappes phréatiques. De plus, pour produire une tonne de coke, on produit environ 400 m<sup>3</sup> de gaz de houille. La province du Shanxi est la région la plus importante de Chine pour la production de coke, elle est aussi la région la plus polluée. L'Australie, pays riche en minerais et en charbon, n'a pas développé sur son sol les secteurs de l'acier et du coke.

16/ Martin Jacques, *Dang zhongguo tongzhi shijie*, p. 214, Taipei, Lianjing chubanshe, 2010

13/ En 1840, le PIB de la Chine représentait environ 30 % du PIB mondial, sa richesse a fortement excité la convoitise de l'Occident et du Japon. Après cent ans de guerres et de pillages, la Chine était devenue, en 1940, l'un des pays les plus pauvres de la planète.

14/ Si, par exemple, la Chine voulait s'aligner sur les États-Unis sur le plan de la possession de voitures individuelles, elle devrait disposer d'un parc de 1,1 milliard de voitures. Or le parc mondial actuel n'est que de 800 millions de véhicules.

économies d'énergie et la diminution des émissions de carbone, le gouvernement chinois est résolu à faire porter ses efforts sur les plans structurel et technique. Il s'est fixé comme objectif pour 2020 la réduction des émissions de carbone par unité du PIB de 40 % à 45 % par rapport au niveau de 2005. En mai 2010, l'administration a montré l'exemple en lançant une opération ciblant les mille entreprises d'État dans le domaine des transports routiers, fluviaux et maritimes : il leur est demandé de faire tous les efforts possibles pour réduire de 2 490 000 tonnes leurs émissions de carbone.

## IV. Développer les énergies renouvelables

La Chine arrive juste derrière les États-Unis en tant que pays consommateur d'énergie. La configuration énergétique du pays est caractérisée par « *une richesse en charbon, une pauvreté en gaz et une pénurie en pétrole* ». Les volumes de production et de consommation de charbon représentent plus de 40 % de la production et de la consommation mondiales. En 2009, la production chinoise de charbon brut approchait les trois milliards de tonnes, ce qui représentait plus de 70 % de l'énergie non recyclable du pays. Au cours de la même année, la Chine a importé plus de cent millions de tonnes de charbon. Depuis 1985, ses besoins en pétrole augmentent de 6 % par an. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (en anglais, IEA), les besoins en pétrole de la Chine pour 2010 devraient se situer entre trois et trois millions et demi de barils. Or le volume de sa production de pétrole brut atteint tout juste deux millions de barils. La dépendance de la Chine vis-à-vis des importations de pétrole devrait donc approcher 40 %. Aussi son objectif stratégique en matière de sécurité énergétique est-il de faire passer de 5 % (actuellement) à 20 % la proportion des énergies renouvelables, afin de réduire sa dépendance au charbon et au pétrole.

Pour réaliser cet objectif, le pays a investi en 2009 la somme considérable de 34,6 milliards de dollars américains pour financer les énergies propres, dépassant dans ce domaine les États-Unis (18,6 milliards) et la Grande-Bretagne (11,2 milliards). La Chine se situe désormais au premier rang mondial. Si, en 1999, la production chinoise de panneaux solaires ne représentait que 1 % du volume mondial, en 2008, elle était déjà passée à 32 %, tout en ayant exporté pour 15,1 milliards de dollars de panneaux solaires, ce qui plaçait là aussi la Chine au premier rang mondial. Par ailleurs, les deux géants chinois de l'automobile, encouragés par le gouvernement, étudient la mise en service d'une voiture hybride fonctionnant à l'essence et à l'électricité, avec pour ambition de devenir les usines les plus importantes au monde dans la production de voitures hybrides.

La Chine, de fait, avance déjà sur le chemin de la recherche d'énergies de remplacement. Ainsi le parc éolien s'est-il développé au cours des cinq dernières années à une vitesse dépassant les 100 % annuels. La compagnie d'électricité China Guodian Corporation, l'un des cinq fournisseurs d'électricité les plus importants de Chine, place presque 40 % de ses investissements annuels dans le développement de l'énergie éolienne. En 2010 la Chine devient le 2<sup>e</sup> producteur d'énergies éoliennes après les États-Unis. En ce qui concerne l'électricité marémotrice, elle occupe le troisième rang mondial et le premier rang en Asie. Selon des calculs prévisionnels, les énergies nouvelles et les énergies recyclables devraient représenter en 2015 30 % du total des installations et ce chiffre devrait passer à 40 % en 2020.

Comparées aux entreprises d'État, les entreprises privées ne sont pas en reste si l'on en juge par la présentation de Madame Wang Ying, vice-présidente du ENN Group Co. Ltd lors du séminaire du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale de Beijing. En tant qu'entreprise privée travaillant à la production et à l'application des énergies propres, le groupe concentre son activité sur trois domaines : il a tout d'abord mis en place à Langfang (Hebei), dans la Silicon Valley aux États-Unis et en Europe, trois bases de recherche et de développement pour industrialiser les résultats techniques obtenus et proposer des services dans toutes sortes d'applications, séparément ou conjointement, comme le charbon propre (techniques de gazéification du charbon en sous-sol et par catalyse à basse température) et l'énergie solaire (architecture solaire, centrales photovoltaïques et centrales de recharge voltaïque). Le groupe a également étendu le programme pour un règlement global des économies d'énergie et des diminutions des émissions. Enfin, il s'emploie à importer en Chine les techniques avancées de protection de l'environnement utilisées à l'étranger et celles relatives aux basses émissions de carbone, ainsi qu'à assurer la promotion dans le monde des produits élaborés par la Chine dans ces domaines. Le groupe s'est fixé pour missions « *la création d'énergies propres et l'amélioration de l'environnement de vie* ». À l'avenir, il va également développer ses activités relatives aux applications conjointes du photovoltaïque solaire, du chauffage solaire et de la photochimie.

À ce jour, aucun des pays développés ou des pays en cours de développement n'a encore trouvé d'énergie propre capable d'occuper une place prépondérante. L'éolien, l'hydroélectricité, l'énergie marémotrice..., aucune de ces énergies n'est en mesure de supplanter le charbon et le pétrole. Et pour ce qui est de l'énergie nucléaire, les controverses vont bon train pour savoir s'il s'agit d'une énergie propre ou non, et quels en sont, à long terme, les impacts positifs et négatifs. Les pays qui se sont développés les premiers à cet égard



Liu Bolin, *Hiding in the city-95 Pile of Coal*, 2010 (Courtesy Yu Gallery, Paris, France)

ont déjà interprété certains signes avant-coureurs et transféré dans les pays « post-développés » les industries à grosses cheminées polluantes. Voilà pourquoi les pays qui se sont récemment développés ont un besoin encore plus urgent que les pays développés de trouver des énergies propres aptes à soutenir leur croissance. Les pays développés ont, quant à eux, le devoir de fournir à ces pays en voie de développement que sont l'Inde, la Chine et bien d'autres, des techniques de protection de l'environnement et de réduction des émissions de carbone.

Dans le domaine des énergies nouvelles, la Chine est en train de renforcer sa coopération avec les États-Unis et l'Europe. Le 15 juillet 2009, les gouvernements chinois et américain ont annoncé la mise en place d'un Centre de recherche conjoint sino-américain des énergies propres. Les deux pays y ont investi au total 15 millions de dollars comme fonds de lancement, cette première contribution devant servir en priorité à financer un programme d'étude sur l'habitat basse consommation, le charbon propre et les

voitures à énergie propre. Le 30 avril 2010, Manuel Barroso, président de la Commission européenne, a participé à la cérémonie d'inauguration du Centre sino-européen des énergies propres, qui a eu lieu à l'université Tsinghua<sup>17</sup>. L'Union européenne a octroyé dix millions d'euros pour financer le développement conjoint de recherches et d'échanges dans le domaine des techniques d'épuration du charbon, des énergies renouvelables et des nouvelles énergies, ainsi que la coopération en matière de consultation politique, de construction de la capacité énergétique, d'information et de sensibilisation à tous ces problèmes.

## V. L'expérience chinoise et les enseignements qu'on peut en tirer

Au lendemain de la défaite des deux guerres de l'Opium (1840-1860), quelques hauts dignitaires de la dynastie des Qing, comme Zeng Guofan, Zuo Zongtang, Zhang

17/ Ce centre est constitué d'une dizaine de partenaires européens et chinois fédérés par l'université polytechnique de Turin. Trois organismes chinois y participent : l'Institut de recherche économique et industrielle de l'Académie chinoise des sciences sociales, l'Institut de recherche sur l'énergie de la Commission nationale du développement et de la réforme de la RPC et l'université Tsinghua.

Zhidong et Li Hongzhang, ont lancé un mouvement dit de l'*auto-renforcement*, inspiré de la suprématie technique et militaire européenne. Il s'agissait, la culture chinoise étant considérée comme substantielle et la culture occidentale comme additionnelle, d'acquiescer le savoir-faire occidental dans les domaines de la politique militaro-industrielle, de la défense et de la diplomatie, en vue de la reconstitution de la puissance chinoise, perdue face aux canonniers et aux armes des puissances occidentales modernes.

de socialisme<sup>18</sup>. C'est précisément ce modèle hybride qui a fait la réussite sans précédent de l'entreprise de modernisation chinoise.

Durant les trente dernières années, la Chine a réussi, en matière économique, à définir une stratégie de développement à long terme. On pourrait la résumer ainsi : « *Mettre au centre de toute chose l'édification économique ; construire une société de petite aisance* » (selon l'expression de Deng Xiaoping). Pour mobiliser la population tout entière sur cet objectif, le gouver-

18/ Des quatre principes fondamentaux proposés par Deng Xiaoping et inscrits dans la Constitution, il ne reste dans la réalité que le maintien de la direction du parti, les trois autres principes sont purement nominaux, à savoir le maintien de la voie socialiste, le maintien de la dictature démocratique populaire, le maintien du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong.

Mais la guerre sino-japonaise de 1894-1895 a conduit le mouvement de l'*auto-renforcement* à une défaite cuisante. À la logique de la constitution d'une armada de guerre se substitue une vision plus institutionnelle. C'est alors que Kang Youwei, chef de file du réformisme, et ses disciples se proposent de mettre en œuvre ce qui va devenir la réforme de 1898, visant, à l'instar de la restauration Meiji au Japon, à transformer à terme la dynastie mandchoue en une monarchie constitutionnelle. Mais cette tentative avorte au bout de cent jours en raison d'un coup d'État perpétré à l'instigation de l'impératrice douairière Cixi contre l'empereur Guangxu, partisan de la réforme. Cela n'empêche toutefois pas la mise en œuvre, durant les dix années suivantes, des politiques nouvelles inspirées du projet de réforme de 1898.



Man cultivating rice © Peter Beck/Corbis

19/ Avec ce système, les terres sont distribuées à une famille de paysans en fonction du nombre de ses

24 membres ou de celui de ses travailleurs.

Le ménage doit payer les taxes à l'État, s'acquitter de son quota d'approvisionnement et dispose du surplus.

Désormais, si les paysans ne sont pas à proprement parler propriétaires de la terre, ils sont libres de choisir et de vendre leurs cultures. Ce système permet aux paysans d'être rémunérés pour leur production dans un contexte d'économie fortement autarcique.

De 1842, date du début du mouvement de l'*auto-renforcement*, jusqu'aux dix années de nouvelles politiques qui ont suivi l'avortement de la réforme de 1898, les tentatives de modernisation de la défense chinoise n'ont cependant pas abouti. Lors de l'établissement de la République populaire de Chine en 1949, le mouvement libéral de modernisation initié par la révolution républicaine de 1911 – qui avait mis fin au régime impérial –, s'est également soldé par un échec. De 1949 à 1978, la mise en pratique de la modernisation communiste guidée par la pensée de Mao Zedong, bien que désireuse de doter le pays, à peine sorti d'une guerre civile, d'une base industrielle solide, a finalement conduit l'économie chinoise au bord de la faillite, avec une dégradation des conditions de vie et un pays de tous côtés en proie à la crise. On peut qualifier le processus de modernisation instauré en 1978, avec la politique d'ouverture et de réforme, de socialisme à caractère capitaliste, mais aussi de capitalisme teinté

nement chinois a lancé le slogan « *La stabilité avant tout* », convaincu que la condition préalable à tout développement est la stabilité et non la démocratie (même si certains affirment le contraire) et que les bons résultats accumulés au cours des réformes progressives peuvent rendre irréversibles les progrès sociaux si l'on se donne du temps. Le fait que le gouvernement chinois n'a pas opté pour le multipartisme s'explique en partie par le souci d'éviter que le pouvoir politique ne se retrouve dans une situation d'instabilité susceptible de compromettre l'application de la stratégie de développement à long terme.

Au cours des trente dernières années, la logique fondamentale et l'enjeu principal des réformes en Chine ont été d'organiser les relations entre l'État et les paysans. C'est une question qui, de tout temps, a constitué en Chine un des points centraux du mode de gouvernance. Sa mise en œuvre a progressivement octroyé aux paysans le droit d'exploitation de la terre, le droit de vente des produits agricoles, l'autonomie, le droit d'exercer un autre métier et d'obtenir des aides finan-



cières de l'État. L'ajustement le plus important a été la réforme agraire avec, comme noyau, le principe du « foyer à production garantie » (« système de responsabilité du ménage<sup>19</sup> »). La réforme agraire est en fait une initiative des agriculteurs issue de la contestation paysanne<sup>20</sup>. Elle a largement libéré la créativité et la force de production du monde paysan et activé, sur le plan institutionnel, la production agricole et la transformation de l'économie rurale.

La modernisation de la Chine est encore en cours de réalisation. Nous pouvons résumer en quatre points l'expérience chinoise : premièrement, l'accent a toujours été mis sur la nécessité de se baser sur la conjoncture nationale pour arrêter les objectifs et les politiques à long terme de la réforme ; deuxièmement, le choix retenu a toujours été celui de la réforme graduelle, soit creuser dans le sens du fil conducteur de la réforme ; troisièmement, le mode de règlement des problèmes, purement administratif dans le passé, est devenu plus global, prenant en compte le mode de régulation du marché et de la législation ; quatrièmement, si au cours du processus de réforme et d'ouverture, certains pouvoirs ont été peu à peu délégués à la société, le pouvoir central et les autorités locales n'en continuent pas moins de jouer un rôle extrêmement important et cela reste vrai même après que l'économie planifiée a transité vers une économie de marché. Durant cette période de transformation économique, le modèle chinois s'est-il avéré plus adapté à la réalité des pays en voie de développement que ne pouvait l'être celui souvent imposé par les pays anglo-américains ? La question retient l'attention de la communauté internationale et suscite bien des débats contradictoires.

Bien que la politique de réforme appliquée en Chine au cours des trente dernières années ait connu un succès qui attire tous les regards, il n'est un secret pour personne que tandis que l'économie prospère, que le pays monte en puissance, les contradictions restent légion au sein de la société. Avec ce mode de pensée figé de « la stabilité avant tout », les mécanismes d'équilibrage des pouvoirs, d'expression des intérêts et de lutte contre la corruption ne peuvent être au point. La liberté d'opinion et de publication, la liberté des médias, continuent d'être contrôlées et de subir des ingérences. L'échiquier des intérêts en cause est paralysé : les conflits d'intérêts au sein de la société sont politisés, les facteurs d'instabilité sont montés en épingle ou brassés ensemble ; l'équité et le droit ne peuvent progresser au sein de la société, si bien que les incidents à caractère collectif ou les explosions de colère débouchant sur des actes individuels de violence redoublent de fréquence. Mais surtout l'exercice du pouvoir administratif et politique est opaque (tout se trame dans l'ombre), ce qui introduit un facteur

de variabilité non négligeable dans le développement futur du pays. Le règlement de toutes ces questions demeure dans l'attente d'une réforme du système politique.

## VI. Explorer un modèle de démocratie à la chinoise

La notion de démocratie a deux acceptions courantes, l'une restreinte, l'autre large. La première désigne les élections ouvertes et libres, qui prévoient une concurrence équitable entre les candidats. Au sens large, il faut entendre par démocratie « l'exercice de la raison publique » (John Rawls). Cette vision implique principalement la possibilité pour les citoyens de participer au débat politique et d'être en mesure d'influencer les décisions relatives aux affaires publiques. Selon Amartya Sen, si l'on considère la démocratie en termes de débat public, elle n'est pas une conception exclusivement occidentale, mais un héritage global de l'humanité, car de nombreuses sociétés anciennes avaient cette tradition de débat public sur les problèmes politiques, religieux, sociaux et culturels. Amartya Sen, dans son article intitulé « Les racines globales de la démocratie<sup>21</sup> » cite par exemple l'Inde, la Chine, le Japon, l'Iran, l'Égypte des temps anciens, le monde musulman, ainsi que de nombreux pays d'Afrique, ce qui montre bien que l'histoire globale de la démocratie va, de fait, bien au-delà des frontières de l'Europe et des États-Unis. Si Amartya Sen s'oppose à certains Occidentaux qui s'approprient la démocratie comme leur bien propre, il n'accepte pas pour autant les vues de ressortissants de pays autres qui dressent la démocratie contre la culture de leur propre pays. Dans les deux cas, on est en présence d'une tendance à réduire la démocratie au droit de vote (même si celui-ci est fondamental) et à négliger la perspective plus large du débat public qui permet d'observer plus en détail la longue histoire de la réflexion sur la démocratie et sa mise en pratique par les sociétés humaines.

Avant de débattre de cette question de la démocratie en Chine, un point important doit être clarifié : la démocratisation n'est synonyme ni d'europanisation ni d'américanisation. Les polémiques sur la démocratie qui ont cours en Chine, par exemple, relèvent moins d'un conflit entre la culture chinoise et la culture occidentale que d'une contradiction propre à la société chinoise. De même que toutes les cultures, ou presque, sont caractérisées par l'hétérogénéité des valeurs qu'elles engendrent, toutes les sociétés sont un lieu de confrontation entre des aspirations et des visions différentes (l'un des meilleurs exemples en est l'émulation entre les nombreuses écoles philosophi-

20/ Au printemps de 1978, dans le village de Xiaogang dans le district de Fengyang (province de l'Anhui), dix-huit paysans ont osé braver le risque d'être « emprisonnés et décapités ». Ils se sont réunis en secret et ont apposé leur empreinte digitale sur un texte scellant un accord conclu entre eux. Or, dans une *Décision du comité central du Parti communiste chinois sur les questions afférentes à l'accélération du développement de l'agriculture (ébauche)*, adoptée en décembre 1978 lors du troisième plénum du XI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois, il est toujours stipulé : « Il est interdit de partager les terres et de travailler à son compte, le système de "foyer à production garantie" est interdit. » Le système de « responsabilité du ménage » ne s'est généralisé dans les campagnes qu'après 1980, et notamment entre 1982 et 1983.

21/ Amartya Sen, « Democracy and its Global Roots », *The New Republic*, octobre 2003.

22/ Cf. Huang Jilu, *Étude sur les documents historiques et la méthode historique de Sun Yat-sen* (Yanjiu zhongshan xiansheng de shiliao yu shixue), p. 557, Taipei, Centre de recherche sur les documents historiques de la République de Chine (Zhonghua minguo shiliao yanjiu zhongxin), 1975.

23/ Pierre Rosanvallon, « L'universalisme démocratique : histoire et problèmes », p. 118, *Esprit*, janvier 2008.

24/ *Ibid.*, p. 117.

25. John Naisbitt et Doris Naisbitt, *China's Megatrends – The 8 Pillars of a New Society*, New York, HarperCollins Publishers, 2010.

26/ Voir Tianjian Shi, « China: Democratic Values Supporting an Authoritarian System », *How East Asians View Democracy*, p. 217, New York, Columbia University Press, 2008.

27/ *Ibid.*, p. 219.

28/ Voir le texte présenté en introduction du présent Cahier.

29/ Voir Julien Benda, *La grande épreuve des démocraties*, p. 50, New York, Éditions de la Maison française, 1942.

ques existant en Chine avant la dynastie des Qin). Dans les sociétés occidentales, il y a également eu des résistances à l'extension de la démocratie qui, dans les pays du continent européen, a été plus tardive que dans les pays anglo-américains. Et aujourd'hui encore, des voix s'élèvent contre l'idée de la démocratie.

En Chine, en revanche, en dépit d'une histoire qui a connu un pouvoir impérial autocratique plus de deux fois millénaire, on peut trouver dans la pensée politique des prémices de démocratie. Mencius, philosophe chinois ayant vécu au III<sup>e</sup> siècle avant notre ère, affirme notamment ceci : « *Le peuple constitue le fondement de l'État* », « *Le peuple peut porter le bateau, mais aussi le faire chavirer* » ou encore « *Le peuple est le plus précieux, l'État l'est moins, le prince souverain l'est encore moins* ». Nous nous sentons autorisés à faire un rapprochement entre l'idée de la primauté du peuple de Mencius et celle de la souveraineté du peuple de Rousseau. Ces deux systèmes de pensée affirment que le gouvernement est le représentant de la volonté générale du peuple, qu'il ne peut aller contre ses aspirations et qu'il faut exercer le pouvoir par le consentement et non par la coercition. Comme l'a reconnu clairement Sun Yat-sen, les « trois principes du peuple » qu'il a mis en avant (nationalisme, droit du peuple, socialisme) trouvent leur source dans Mencius<sup>22</sup>. On le voit, la Chine ne manque pas de ressources dans sa pensée traditionnelle pour reconstruire une culture politique compatible avec l'idée démocratique.

Force est de constater aujourd'hui que beaucoup d'Occidentaux n'entendent rien à la façon dont la Chine appréhende et traite les problèmes politiques. Si l'on prend pour modèle le système démocratique institué en Occident pendant plus de deux siècles (pluripartisme, suffrage universel, séparation des trois pouvoirs, démocratie représentative), la Chine ne satisfait évidemment pas aux normes d'une telle démocratie. Pour elle, le système de démocratie parlementaire est une référence et non un modèle que l'on peut reproduire à l'identique. Mais si l'on considère la démocratie comme un long processus historique et une expérience humaine (la démocratie en Occident est aussi l'acquis fragile d'une longue lutte contre le pouvoir absolu), alors on peut dire que la Chine en est juste à la première étape de la démocratisation sociale. Et cet échafaudage institutionnel n'avance pas selon le plan occidental. Comme l'affirme le sociologue français Pierre Rosanvallon, « *pour bien penser la démocratie, il faut donc abandonner l'idée de modèle au profit de celle d'expérience*<sup>23</sup> ». Selon lui, l'idée de la démocratie comme modèle relève d'« *un universalisme de clôture* » qui a rendu « *à la fois l'Occident aveugle à sa propre histoire et arrogant dans son rapport au monde*<sup>24</sup> ». La démocratie comme modèle affirme l'unicité de la question, mais ne prend pas en compte l'aspect différentiel des pratiques. Elle abstrait les valeurs dé-

mocratiques des expériences démocratiques propres à l'Occident en négligeant « *le travail d'exploration et d'expérimentation* » à l'œuvre dans le processus historique de la démocratie. La démocratie conçue comme une expérience reconnaît à chaque société le droit d'explorer la voie de la démocratie et l'autonomie pour le faire, l'encourage à chercher une forme de démocratie adaptée à sa propre tradition culturelle, à sa réalité politique et au stade de son histoire, car on ne peut placer ses espoirs dans un seul modèle de démocratie pour résoudre les problèmes de toutes les sociétés.

La démocratie est une question commune à laquelle sont confrontées les sociétés humaines. En ce qui concerne les réponses à apporter, l'expérience des sociétés peut être identique ou différente. Dans les pays occidentaux, le régime républicain et la monarchie constitutionnelle sont deux systèmes démocratiques qui ont été élaborés dans des contextes historiques différents. De la même manière, les pays qui ont mis en œuvre un système républicain ont opté, en raison de conjonctures différentes, soit pour le régime présidentiel soit pour le régime parlementaire.

La Chine a le droit, et c'est aussi une nécessité pour elle, d'explorer un modèle de démocratie adapté à sa propre conjoncture, selon les modes et les rythmes qui lui semblent appropriés et selon le contexte culturel bien particulier qui est le sien. John et Doris Naisbitt, dans leur ouvrage *China's Megatrends – The 8 Pillars of a New Society*<sup>25</sup>, emploient l'expression « *démocratie verticale* » pour qualifier le modèle chinois, dans lequel le Parti communiste détient le pouvoir, la population participe du bas vers le haut à la politique et aux délibérations, tandis que le gouvernement élève le niveau de transparence de ses décisions et de leur mise en application. Est-ce vraiment un modèle de démocratie ? On peut légitimement en douter. En réalité, même si plusieurs enquêtes d'opinion réalisées depuis 2002 montrent que, dans leur majorité, les Chinois interrogés se reconnaissent dans les valeurs démocratiques, il n'en reste pas moins qu'il n'existe pas de consensus à propos d'un quelconque agencement institutionnel en mesure de mettre en œuvre un dispositif de démocratie à l'échelle d'un milliard trois cents millions d'habitants.

Ainsi une majorité absolue des personnes sondées (84 %) est-elle favorable à l'élection des dirigeants du pays, tandis qu'une majorité relative (61,9 %) est défavorable à une compétition multipartite. Que peut-on en déduire si ce n'est que ce qui fait l'objet d'un rejet en Chine, ce n'est pas l'idée de la démocratie en tant que telle, mais celle de la démocratie en tant que modèle, c'est-à-dire en l'occurrence le multipartisme ?

Selon la même enquête, 38,9 % des personnes sondées pensent que le régime chinois est « *un peu démocratique* » depuis le milieu des années 1990 (par rapport à celui des années 1970). Et 44,5 % des personnes interrogées sont de cet avis en ce qui concerne le régime actuel<sup>27</sup>. On voit bien que les opinions favorables sont en progression, sans que la majorité des Chinois sondés qualifie pour autant le régime actuel de démocratie. D'autres enquêtes montrent que les revendications d'ordre économique sont bien plus fortes que les revendications démocratiques<sup>28</sup>. Il est certain qu'entre le développement économique et la démocratisation politique, la priorité est donnée au premier et que les valeurs démocratiques ne sont pas perçues par la plupart des Chinois interrogés comme souveraines, « *indépendantes de toute condition de temps et de lieu* », selon les termes de Julien Benda<sup>29</sup>. En fait, dans l'histoire, les nations occidentales sont également passées par les phases de l'industrialisation et de l'essor économique avant de mettre en place le suffrage universel. Les gens semblent oublier que la démocratisation ne se fait pas en un jour<sup>30</sup>.

## VII. La Chine sur l'échiquier de la nouvelle gouvernance mondiale

La gouvernance mondiale est un défi à long terme auquel les sociétés humaines devront faire face au XXI<sup>e</sup> siècle. Si on compare l'étape actuelle à la construction d'un nouveau bâtiment, nous en sommes à la recherche des fondations. Dans le processus de mise en place d'une nouvelle gouvernance mondiale, de quelle Chine le monde a-t-il besoin ? En retour, de quel monde la Chine a-t-elle besoin ? Ce sont en réalité les deux volets d'une même question. On ne peut en effet résoudre ces interrogations de manière unilatérale. L'orientation que prendra la Chine sera le résultat de l'interaction des composantes endogènes et exogènes et de leur influence réciproque. De la même manière, l'orientation que prendra le monde sera aussi le résultat des interférences de toutes sortes de composantes sur le plan international. Cette résultante de forces, eu égard à l'attente de chacun, ne sera peut-être pas totalement homogène, pas plus qu'elle ne sera totalement contrastée. La question de savoir de quelle Chine le monde a besoin est étroitement liée au fait que ce pays présente des spécificités. Deux points au moins s'imposent avec évidence : sa longue civilisation et sa nombreuse population (tout comme pour l'Inde). Ces deux caractéristiques influencent et déterminent ce que le monde attend de la Chine. Grâce à sa civilisation plusieurs fois millénaire, la Chine pourra très certainement offrir au monde l'expression d'une diversité. Par ailleurs, parce que sa population est extrêmement importante en nombre, il est de la

plus haute importance pour la paix dans le monde que la stabilité du pays soit préservée dans le respect de la dignité humaine et de la justice sociale.



Adam Cohn, Chinese University, 2007 (Flickr ©)

L'émergence de blocs économiques en pleine expansion – la Chine en tête – va certainement constituer un défi sur l'échiquier mondial. Le premier défi est celui qui concerne le système international fondé sur les États-nations, qui s'est constitué depuis les traités de Westphalie. Lors des débats sur l'énergie, le climat et sur d'autres questions à l'échelle planétaire, nous avons pu constater que la notion d'État-nation constituait un frein à l'architecture d'une nouvelle gouvernance mondiale. Les quatre pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) appartiennent à trois continents différents. Chacun présente, en outre, les caractéristiques d'un grand continent. Ils rassemblent 42,9 % de la population mondiale et représentent 15,5 % du produit intérieur brut de la planète. Au cours des huit dernières années, 50 % de la croissance de l'économie mondiale sont venus de ces quatre pays. Par ailleurs, l'Europe s'est acheminée vers une « société des nations<sup>31</sup> », dont elle montre un nouveau visage avec la création d'un Fonds monétaire européen annoncée le 11 mai 2010 pour assurer la stabilité financière dans un espace autre que celui des États-nations. Les pays d'Amérique du Sud, après cinq siècles d'une domination colonialiste suivie de régimes dictatoriaux, sont en train de se réapproprier leurs ressources et leur destin à l'horizon d'« *un autre monde possible* ». De retour sur la scène internationale, une nouvelle Afrique relève la tête après « *la décennie du chaos* », même si l'ampleur des défis à relever reste immense. Tous ces facteurs finiront par modifier la carte géopolitique mondiale axée sur le système westphalien.

Qui plus est, avec la montée en puissance de la Chine et de l'Inde (entre autres), l'écart traditionnel entre

30/ Globalement, le XVIII<sup>e</sup> siècle est celui de la conquête des droits civiques, le XIX<sup>e</sup> siècle celui de la conquête des droits politiques, le XX<sup>e</sup> siècle, celui de l'acquisition des droits sociaux, un chevauchement existant entre les deux premiers et les deux derniers.

27  
Ainsi, par exemple, dans la plupart des pays, le droit de vote des femmes n'est acquis qu'à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle. En France, le droit de vote est accordé aux femmes le 21 avril 1944, mais c'est en 1945 que les Françaises votent pour la première fois.

31/ Il faut entendre par ce terme non une Europe fédérale, mais « une convergence des nations européennes maintenues ».



Weng Fen, *Sitting on the wall – Guangzhou (3)*, 2004 ((Courtesy Yu Gallery, Paris, France)

les pays développés et les pays en voie de développement deviendra flou et le jeu sera redistribué. Dans les deux ou trois décennies à venir, il se pourrait que le PIB de ces derniers les place dans le peloton de tête, les hissant au même rang que les pays développés. Dans le même temps, comme le revenu par habitant sera inférieur à celui des pays développés, ces États garderont leurs caractéristiques de pays en voie de développement. Cette situation ambivalente risque d'engendrer des intérêts multiples pour ces deux pays, intérêts qui pourraient les conduire à adopter des orientations différentes dans l'économie mondiale et sur l'échiquier politique. La Chine, qui dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, devrait saisir cette occasion pour sortir d'une logique qui préserve l'ordre établi et les intérêts à court terme, pour prendre de la hauteur et explorer avec les autres pays les voies pouvant conduire à des réformes de la gouvernance mondiale.

Sur le plan culturel, l'émergence de la Chine doit être l'occasion de manifester une véritable grandeur d'âme en acceptant et en prenant en considération la diversité et le pluralisme de ce monde, en suivant le vieil adage de Confucius qui conseille d'être en communion avec l'autre sans s'identifier à lui ou le proverbe « Ne faites pas à autrui ce que vous ne voudriez pas que l'on vous fasse ». À la croisée des chemins de son destin, la Chine doit adopter une attitude d'humilité et elle ne vise en aucune façon l'hégémonie culturelle. Comme le prouve le cours de l'histoire, si

la conscience de la valeur de son pays et de sa culture est un soutien spirituel indispensable pour un peuple, le sentiment de sa supériorité mène inévitablement vers l'hégémonisme.

Comment la Chine émergente va-t-elle réagir face à la différence, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur ? Il s'agit là d'une nouvelle épreuve pour la culture chinoise. Si la nation chinoise, comme toutes les nations, se doit de promouvoir un patriotisme fait de l'amour de la patrie et du peuple, elle doit prendre garde au nationalisme et au racisme, qui ne sont que mépris pour l'autre et font de l'autre un ennemi.

Quel acteur mondial la Chine sera-t-elle ? La réponse à cette question revient, en dernière analyse, à la jeunesse chinoise. Si celle-ci parvient à bien gérer les liens existant entre le développement économique et les questions de l'environnement, de l'énergie, de l'équité, de la démocratie, tout en tenant compte de la responsabilité que la Chine doit assumer dans le monde et des changements positifs qu'elle peut y apporter dans le contexte de la mondialisation, le monde peut espérer qu'elle rende une excellente copie. Mais de quoi la jeunesse chinoise a-t-elle besoin pour être à la hauteur de l'attente de la Chine et du monde ? D'une pensée libérée. Avec une pensée libérée, la jeunesse peut tout créer. C'est pourquoi elle a besoin d'une Chine qui crée pour elle les conditions de la liberté de pensée.

## IV. Liste des participants

Beijing, 17-18 juillet 2009

<b>NOM</b>	<b>PAYS</b>	<b>ORGANISATION</b>
Weng Yongxi	Chine	Chercheur associé à l'Institut des relations internationales de l'Université de Beijing
Chen Yueguang	Chine	Vice-président du Collège de la culture chinoise
Wang Yi	Chine	Vice-directeur de l'Institut des politiques et de la gestion des sciences et de la technologie, Académie chinoise des sciences
Wang Yan	Chine	Rédacteur en chef exécutif du magazine Lire
Li Chenggui	Chine	Chercheur à l'Institut du développement rural, Académie chinoise des sciences sociales
Li Ke	Chine	Vice-président de l'Université de l'information
Cao Wanhong	Chine	Maître de conférences à l'Université des médias
Wang Ying	Chine	Vice-présidente, directrice générale du ENN Group Co. Ltd
Jiang Weimin	Chine	Vice-directrice du site Web Tudou.com
Yan Zhuoru	Chine	Directeur général de la succursale du Shanxi de la SARL d'évaluation du capital Zhonghe
Chen Dunfei	Chine	Étudiant de l'Université de Rochester (USA)
Gustavo Marin	France	Directeur du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, responsable de programmes à la Fondation Charles Léopold Mayer (FPH)
Arnaud Blin	France	Coordinateur du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale
Chen Lichuan	France	Administrateur de l'Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), responsable de la section chinoise du Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM)

# Les possibilités de l'âme

Arnaud Blin <sup>32</sup>

**R**ichard Nixon, ce fin connaisseur des rouages de la politique internationale – au point de susciter et de soutenir des coups d'État en Amérique du Sud –, fut peut-être le premier chef d'État des temps modernes à se poser réellement la question « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ». Logiquement, dans le contexte tendu de la guerre froide, le « monde » était celui de l'Occident et l'Occident avait surtout besoin de la Chine pour contrecarrer les desseins de l'Union soviétique. Nixon avait toutefois compris une chose fondamentale, à savoir que la Chine était (re)devenue une pièce incontournable du grand jeu politique.

Quarante ans ou presque après le rapprochement sino-américain, l'ordre géopolitique s'est métamorphosé. Il s'est aussi considérablement élargi. Après l'effacement de l'URSS, les États-Unis sont devenus, malgré eux ou du fait de leurs propres agissements, une superpuissance diminuée, alors que la Chine s'est affirmée dans le même temps comme la grande puissance asiatique à un moment crucial de l'histoire où le pivot géostratégique du monde s'est déplacé de l'Occident vers l'Asie. Désormais, et plus que jamais, la grande question du moment est « De quelle Chine le monde a-t-il besoin ? ». À cette question s'ajoute un corollaire indissociable : « De quel monde la Chine a-t-elle besoin ? »

### Un monde régi par la peur

Il est un fait indéniable : la peur est devenue aujourd'hui l'un des moteurs de l'humanité. Cette peur taraude l'individu moderne, peur de la mort d'abord, peur de perdre ce qu'il possède ensuite, peur de l'Autre surtout. Héritage complexe de la pensée

occidentale – plus précisément de cette pensée libérale qui a engendré l'incarnation temporelle de l'individu moderne, le « bourgeois » –, cette crispation permanente a trouvé sa meilleure expression dans cette merveilleuse phrase de Franklin Roosevelt : « *The only thing we have to fear is fear itself.* » (« La seule chose dont nous devons avoir peur est la peur elle-même »).

Désormais, et en dépit des progrès considérables accomplis dans tous les domaines – à commencer par celui de la paix et de la sécurité globale – depuis la fin des conflits cataclysmiques du XX<sup>e</sup> siècle, la peur n'a cessé de nous envahir au point de nous faire suffoquer. De la menace terroriste à l'apocalypse nucléaire en passant par une détérioration environnementale susceptible de mettre en danger la planète tout entière, les menaces du moment sont à la mesure de cette panique (quasi) globale. Parmi les dangers censés nous guetter, la dimension humaine n'est pas absente : nouvelles invasions barbares (immigration incontrôlée), choc des civilisations et des religions, domination planétaire d'une nouvelle Rome : la Chine.

La peur est souvent générée par le changement, par l'inconnu. Aujourd'hui, c'est assez largement de cette peur-là dont il s'agit, une peur qui n'est pas sans rappeler celle qui a paralysé l'Occident autour de l'an 1000. Depuis quelques années, cette peur s'est fixée progressivement sur la Chine, après s'être momentanément arrêtée sur le Moyen-Orient. Vue de l'extérieur, la Chine en impose : mastodonte démographique, géant économique dont l'appétit jamais rassasié menacerait d'écraser le reste du monde, dirigé par une élite bercée dans les pratiques impitoyables du totalitarisme communiste, telle est l'image souvent véhiculée.



Ambroise Tézénas, *Beijing, theatre of people*, 2007 (Courtesy Galerie Paris Beijing)

Qui plus est, l'Occident découvre que la Chine est également une immense civilisation, en tout cas l'une des plus anciennes. En d'autres termes, la Chine remet brusquement en cause la supériorité de l'Occident, cette supériorité dont on croyait naïvement jusqu'à un passé très récent qu'elle était en quelque sorte éternelle puisqu'elle devait même transcender l'histoire au point d'engendrer sa « fin ». La Chine fait peur et la peur est mauvaise conseillère.

En Chine, la peur existe aussi. Si elle est autre, elle est présente dans les esprits, notamment ceux des dirigeants. Et c'est ce que les Occidentaux, et d'autres, n'ont peut-être pas bien compris. Chez les gouvernants, les sources d'inquiétude sont multiples et elles sont fondées. La Chine, par sa masse, par la rapidité de sa croissance et de sa modernisation, est en proie à toute une série de problèmes épineux, problèmes qu'elle doit rapidement résoudre, tout en tâchant de s'atteler une autre batterie d'obstacles entièrement nouveaux, tels que la protection de l'environne-

ment – un thème sur lequel se fixent actuellement les Occidentaux qui, pourtant, n'ont à cet égard de leçons à donner à personne. Les inégalités liées à une croissance rapide, les risques de conflit interne dans un pays qui comprend une multitude de minorités, sont autant de menaces pour la stabilité globale de la Chine et le pouvoir en place. Ce dernier est dans une position inconfortable, obligé de garder un pied sur l'accélérateur – le maintien d'une croissance forte est indispensable – et l'autre sur la pédale de frein, pour éviter un dérapage incontrôlé. Exercice périlleux et d'autant plus délicat que, comme tous les pouvoirs, le pouvoir chinois profite également de certains privilèges qu'il n'est pas prêt à abandonner.

### Le poids du passé

Une phrase revient souvent. Nous l'avons entendue lors de notre séminaire de Beijing : « *Le poids du passé est un fardeau difficile à porter.* » Certes, les Chinois sont fiers de leur héritage culturel, de leur histoire.



Huang Xu, *Pensée éphémère N° 30*, 2007 (Courtesy Yu Gallery, Paris, France)

Mais elle a un prix et, pour nos interlocuteurs chinois, la Chine a déjà fort à faire pour s'occuper d'elle-même. Compte tenu de son poids et des risques que comporterait un délitement de la société, ce serait même là sa contribution majeure à la « gouvernance mondiale » : la stabilité de la Chine constituerait déjà un gage de sécurité pour le reste de la planète.

L'interdépendance qui caractérise le monde actuel interdit toutefois que l'on s'arrête à cet aspect, même si l'accomplissement de cette seule tâche pourrait effectivement contribuer à la stabilité de la planète. Si l'on se limitait à ce seul argument, cela constituerait en quelque sorte une contribution « négative » à la stabilité du monde, comme lorsqu'on envisage la seule paix négative, soit l'« absence » (temporaire) de guerre et de conflit. En réalité, il faut passer outre cette vision surannée. La Chine dont le monde a besoin est une Chine qui apporte plus qu'une simple contribution à l'ordre économique et géopolitique du moment. Certes, il n'est pas négligeable de voir une reconfiguration de l'échiquier géopolitique avec une dépoliarisation des axes de puissance. Mais la question de l'avenir de la planète est bien plus profonde et plus vaste, car elle touche ni plus ni moins aux soubassements éthiques et politiques d'une société mondiale en devenir – première de l'histoire – et qui, par la force des choses, est déjà en train de se construire.

### La faillite des modèles occidentaux

L'Occident – en termes politiques, l'Europe occidentale et les États-Unis – a agi depuis quatre siècles, pour le meilleur et pour le pire, comme la locomotive du monde. Pour diverses raisons qu'il serait trop long d'évoquer ici, le modèle occidental, ou les modèles occidentaux si l'on préfère, semble aujourd'hui en bout de course, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus vraiment le ressort nécessaire pour définir la prochaine étape de notre histoire commune.

On sait trop bien comment le modèle communiste s'est effondré de lui-même. En Chine, il n'en reste plus qu'un seul élément : l'organisation politique. L'autre modèle, le modèle libéral, qui, au départ, présentait comme postulat la noble idée de préserver les libertés individuelles, a engendré au fil des siècles une société de l'éphémère et du superficiel, obsédée par le confort, le profit et la consommation. Or, ce modèle de société aboutit à une impasse politique puisqu'il impose une vision politique à très court terme, avec des appareils démocratiques se résumant souvent à une compétition perpétuelle pour un pouvoir qui reste foncièrement limité (et inefficace) et dont l'acquisition et la préservation deviennent plus importantes que le fait de l'exercer, avec en fin de parcours un cycle infernal d'impuissance et d'incompétence dont le quotidien nous gratifie. Paradoxalement, la critique principale de Marx concernant les aspects économiques de ce système est plus valable que jamais, avec un renforcement des inégalités au niveau global qui génère la plupart des grands problèmes actuels.



## Le rétrécissement des possibilités de l'âme

Cette civilisation moderne que l'on tente d'exporter partout dans le monde, et dont l'universalité nous semble justement le but ultime, possède un défaut inhérent qui en définit l'extrême limite: le rétrécissement des possibilités de l'âme. En d'autres termes, en plaçant l'individu au centre de son système, le modèle libéral a, en quelque sorte, tué l'homme en faisant de lui un instrument des machines de plaisir et de bonheur que la civilisation moderne a construites pour lui et dans lesquelles il se complaît, dans une autosatisfaction stérile. En somme, cette civilisation a extrait de la vie sociale l'humilité et l'humanité qui font que la vie vaut la peine d'être vécue.

Certes, les Chinois ne sont pas les seuls dans le monde à rejeter, ou pour le moins à critiquer, cette dimension de la civilisation moderne – Jean-Jacques Rousseau en avait déjà entrevu avec acuité l'aboutissement stérile –, mais ils paraissent en mesure d'y répondre positivement et rigoureusement. Aujourd'hui, les Chinois sont peut-être parmi les plus à même de refouler cet appauvrissement de l'être humain. En effet, ils disposent des moyens intellectuels et de la motivation nécessaires pour redéfinir cette cité de l'homme vertueuse qui constitue la base des grandes philosophies politiques qui se sont développées de l'Antiquité aujourd'hui à travers le monde, y compris en Chine.

Mais si le monde doit éviter certains écueils vis-à-vis de la Chine, cette dernière doit, elle aussi, surmonter certains obstacles inhérents à une ouverture aussi rapide vers l'extérieur. Tout d'abord, elle ne doit pas se laisser emporter par un ressentiment tenace envers ceux qui ne se sont pas abstenus de l'exploiter, voire de l'humilier, durant ces quelques siècles où elle était faible. Elle ne doit pas non plus se laisser entraîner dans la logique de puissance qui gouverne encore de manière anachronique les relations internationales. Enfin, elle ne doit surtout pas perdre son âme dans ce tourbillon de croissance qui en a emporté plus d'un.

## Le temps long

La Chine a déjà beaucoup apporté au monde. En matière d'organisation administrative et d'éducation, en matière de dynamisme scientifique et commercial, la Chine a souvent et longtemps été à la pointe du progrès. Ce fond apparaît à nouveau aujourd'hui au grand jour, avec notamment un développement formidable de son système éducatif et de ses universités en dépit des inégalités que ce développement peut provoquer. Car la Chine se trouve aujourd'hui confrontée aux grands problèmes du moment: chômage, inégalités,

immigration et conflits interethniques, terrorisme, environnement, respect des libertés, etc. Face à ces dangers et à ces grands défis, elle n'a d'autre choix que de réagir. Et, compte tenu du poids de ce pays (qui est un continent), elle se retrouve souvent seule, en première ligne, pour chercher et trouver des solutions durables à ces problèmes pressants.

« Durables »: le concept est important. Car s'il est un vocable qui a perdu de son sens dans le monde actuel, c'est bien celui-là. Certes, les piteux résultats de notre surconsommation de ressources naturelles nous font redécouvrir tardivement le « développement durable ». Mais ce concept va bien au-delà d'un meilleur traitement de l'environnement. Or, en raison de son expérience, de son histoire et de sa nature, la Chine comprend l'essence de cette notion de durabilité et elle sait s'inscrire dans un espace-temps de longue durée. Et c'est bien dans cet espace-temps que l'on est obligé de s'insérer aujourd'hui pour redéfinir l'architecture politique du monde de demain: l'heure n'est plus aux maisons préfabriquées, le temps des solides demeures devant servir à plusieurs générations est revenu.

La notion de temps long implique qu'on dépasse l'imédiateté et qu'on aille au-delà de la satisfaction rapide d'individus obnubilés par leur propre personne et dont le champ de vision s'arrête au pas de leur porte. Les Chinois savent investir dans les générations futures. Chacun comprend et intègre le fait qu'il ou elle est de passage. Cela ne signifie pas que l'homme ou la femme sont insignifiants, c'est même le contraire puisqu'il ou elle participent à une œuvre collective qui dépasse le cadre physique et temporel. À l'individualisme exacerbé et à l'esprit de compétition des sociétés occidentales, les Chinois offrent une manière d'aborder la vie qui se fixe autour d'un désir profond de vivre en harmonie et de se mouvoir dans l'existence à travers un cheminement collectif beaucoup plus enrichissant et plus pérenne. Ainsi, au lieu d'essayer de contourner, d'écraser ou d'éliminer les contradictions inhérentes à l'existence, l'être humain tente plutôt de s'y adapter, et même d'en exploiter la charge dynamique.

C'est dans ce domaine que la Chine a beaucoup à apporter au monde. Jusqu'à présent, le seul étalon qu'on ait utilisé pour mesurer la bonne santé de la planète est celui de la « démocratie » et du capitalisme. Sans parler de tous les problèmes que l'usage de ce mètre étalon implique, il apparaît de plus en plus clairement que le modèle démocratique, en dépit de tout ce qu'il a pu apporter et continue à apporter, est incapable de résoudre deux équations qui, aujourd'hui, nous semblent constituer les bases de l'élaboration de la société post-westphalienne: l'esprit de solidarité et le

devoir de responsabilité. On ne sait que trop bien que la recherche absolue du profit nie et anéantit ces deux principes, tandis que le système démocratique, de son côté, n'en a cure.

Dans ces deux domaines, celui de la solidarité et celui de la responsabilité, la Chine a une tradition, une expérience et un savoir-faire hors pair. Mais qu'elle transmette ce savoir et cette pratique à l'extérieur est une autre affaire, et cela d'autant plus que la Chine est une société traditionnellement tournée vers elle-même. Il appartient donc au reste du monde de l'aider à sortir plus vite de sa coquille. Au lieu de nous mor-

fondre sur l'émergence de la Chine, au lieu d'essayer de contrecarrer sa puissance, au lieu de nous méprendre sur des desseins maléfiques qu'elle n'a jamais entretenus, au lieu de nous échinier à la façonner à notre image, essayons plutôt de voir ce que cette fantastique civilisation peut apporter à chacun de nous.

Tâchons d'abord de bien la comprendre, de mieux la connaître : elle saura être un partenaire fiable et d'une imagination sans limites, avec lequel nous pourrions cheminer durablement pour construire ensemble le monde de demain. C'est de cette Chine-là dont le monde a besoin.



# De quelle Chine le monde a-t-il besoin ?

Si hier la « gouvernance mondiale » consistait avant tout à révéler au monde des vérités « universelles » qui se dégageaient du fonds occidental (et dont les États-Uniens sont aujourd'hui les derniers héritiers), il s'agit maintenant de construire une nouvelle architecture de la gouvernance qui intègre dans ses grandes lignes des visions et des valeurs partagées reflétant la diversité de la planète et la complexité des modes de pensée.

La longue marche vers un monde globalisé voit aujourd'hui l'apparition ou la réapparition de pôles géopolitiques qui appellent une refondation de la gouvernance mondiale, laquelle ne serait plus exclusivement européenne ou occidentale. Dans cette perspective, il était indispensable d'interroger nos partenaires chinois et d'écouter leur réponse.



[www.gouvernance-mondiale.org](http://www.gouvernance-mondiale.org)

Ce cahier est publié grâce à l'appui de la Fondation Charles Léopold Mayer

**fph** | Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme